



Douce Méditerranée...
Eren Paykal > P. 6



**Bebemoss :
l'entreprise
sociale qui
aide les
femmes en
Turquie**

Anaëlle Barthel > P. 9

**Quand le café
devient un voyage
sensoriel**

Animés par la passion du café, İnci Kara Ulugöl et Mehmet Cem Ulugöl sont propriétaires d'un café de spécialité, le Kamarad Coffee Roastery, situé à Kadıköy.

Natasha Voase > P. 10



Aujourd'hui la Turquie



N° ISSN : 1305-6476

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal



**Les mesures prises par la Turquie
pour des vacances tranquilles**

La Turquie a instauré une série de nouvelles mesures pour garantir la sécurité des touristes sur son territoire. > P. 10



12 TL - 6 euros

www.aujourdhuilaturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 185, Août 2020



Dr. Olivier Buirette

**Entre l'UE,
l'OTAN et
la nouvelle puissance
russe : un pays oublié ?
La Moldavie ?**

Alors que l'Europe sort peu à peu de ce que l'on nomme encore prudemment la « première vague » de la pandémie du coronavirus, il est un pays dont on a peu parlé depuis quelque temps : la Moldavie. Cette ancienne principauté médiévale remonte au XIV^e siècle (elle fut fondée en 1359 par le Voïvode Bogdan 1^{er} [1307-1365]) et fut l'une des trois principautés roumanophones de la région aux côtés de la Valachie et de la Transylvanie qui devaient lutter puis finir vassal de l'Empire ottoman jusqu'au XIX^e siècle. Il faudra attendre 1859 (après la guerre de Crimée [1853-1856]) pour que deux de ces principautés s'unissent (Valachie et Moldavie) afin de former la principauté de Roumanie. Cette principauté deviendra, à la faveur des Traités de Paix de la fin de la Première Guerre mondiale et notamment du Traité de Trianon avec la

Hongrie, signé le 4 juin 1920, ce que l'on appellera le Grand Royaume de Roumanie de l'entre-deux-guerres. En effet, la Moldavie est composée des entités territoriales suivantes :

La Bessarabie et la Podolie méridionale, plus connue sous le nom actuel de Transnistrie. Cette dernière est une région russophone, une véritable enclave slave entourée de locuteurs roumains. Enchâssé entre la Roumanie actuelle, solidement ancrée dans l'Union européenne (depuis 2007) et dans l'OTAN (depuis 2004), et une Ukraine enlisée dans la guerre du Donbass qui, depuis 2014, oppose pro-occidentaux et sécessionnistes prorusses, ce petit pays de deux millions et demi d'habitants pour presque 34 000 km² représente une zone de tensions probable. En effet, le parcours historique de la Moldavie tel que nous l'avons rapidement présenté ici nous montre une province appartenant historiquement à la construction du territoire national roumain ;

(lire la suite page 2)

Bertrand Buchwalter :
**« La Turquie continue de changer à
une vitesse phénoménale, c'est un
pays avec lequel il faut compter »**



Consul général de France à Istanbul depuis l'été 2016, Monsieur Bertrand Buchwalter termine sa mission cet été. Ce jeune et brillant Consul, souriant et turcophone de surcroît, a su très vite se faire apprécier des Stambouliotes. Nous l'avons interviewé au consulat dès son arrivée à Istanbul. Quelques jours avant son départ, nous avons renouvelé l'expérience au Palais de France par une belle journée ensoleillée. Lors de notre première rencontre, Bertrand Buchwalter était heureux et enthousiaste d'être revenu en Turquie, un pays avec lequel il a de nombreuses attaches depuis son enfance. Lors de notre dernière rencontre, c'est un homme

ému et nostalgique de quitter la Turquie sans pouvoir dire au revoir à ceux qui l'ont accompagné durant ces quatre années lors de la traditionnelle fête du 14 Juillet que nous avons retrouvé. Malgré un contexte international difficile, Bertrand Buchwalter a œuvré activement dans le cadre de ses fonctions à faire vivre les relations franco-turques. Attentif aux besoins des Français vivants à Istanbul, il fut également très présent dans la vie culturelle et associative de la ville. Pour beaucoup, il restera avec Hervé Magro, désormais Ambassadeur de France en Turquie, l'un des plus grands Consuls généraux de France à Istanbul.

Il revient pour nous sur ses quatre années passées à Istanbul, avant de planter un magnolia dans le jardin du Palais de France, un joli hasard du calendrier pour Aujourd'hui la Turquie.

Bonne continuation cher Bertrand, « yolunuz acik olsun ».

**Vous avez annoncé le 13 juillet votre
départ de Turquie. Où vos nouvelles
fonctions vous amèneront-elles ?**

Je pars pour Londres rejoindre notre Ambassade et notre réseau culturel. Cela va être une mission exaltante dans le contexte du Brexit avec des enjeux très importants puisque nous devons à la fois préserver nos liens et en retisser de nouveaux grâce à la culture et à l'enseignement. Ce sera aussi le prolongement dans un cadre différent d'une partie du travail que j'ai effectué ici, en lien étroit avec les équipes formidables de l'Institut français et celles d'IKSV, pour promouvoir les échanges culturels et artistiques, notamment à l'occasion des biennales d'art contemporain de 2017 et de 2019.

**À l'heure du bilan, que reprenez-vous
de vos années en tant que Consul
général de France à Istanbul ?**

Cela a été une grande chance et un privilège pour moi que de servir à Istanbul, où j'avais déjà vécu il y a 20 ans en tant que coopérant, en poste à l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) et au département francophone des sciences politiques et administratives de l'Université de Marmara. J'ai trouvé à mon arrivée en 2016 une Turquie très différente de celle que j'avais quittée en 2001 à la fin de mon service national ou en 2009, au terme de ma mission à l'Ambassade de France à Ankara.

(lire la suite page 3)



Daniel Latif

**Porsche 911
Cabriolet S : un défi
façon Fort Boyard**



> P. 11

Retour sur...

**Poutine, un Président à vie ?,
Anaëlle Barthel, P. 2**

Le maintien de la stratégie macroniste,
Natasha Voase, P. 4

Le « Grand Confinement »,
Gözde Pamuk, P. 7



**Des livres à emmener à la
plage cet été!** Sati Karagöz > P. 12



SEARCHING FOR
FREEDOM
1.-30.8.2020 / Stadtgalerie Badhausen

BAD SODEN
AM TAUNUS

> P. 12

Poutine, un Président à vie ?

Le jeudi 25 juin a eu lieu un référendum non assumé comme tel, un « vote populaire » durant lequel les Russes ont voté une réforme constitutionnelle qui permettrait à Vladimir Poutine de se représenter pour deux nouveaux mandats. Depuis le 1er juillet, la réforme constitutionnelle est entrée en vigueur, promettant au Président la direction du Kremlin jusqu'en 2036.

Vladimir Poutine, la figure d'un Président plutôt unique

Vladimir Poutine, 67 ans, Président de la Fédération de Russie depuis 2000, estime que le peuple russe réclame sa réélection au-delà de 2024, date à laquelle son deuxième et supposé dernier mandat consécutif devait s'achever. Sous des airs nostalgiques, il dévoile des propos antinomiques : ces dernières années, il s'était formellement refusé de songer à une telle réforme, pourtant considérée comme prévisible par tous. Il avait même évoqué le risque pour les dirigeants de s'accrocher au pouvoir qui pouvait mener à « détruire » le pays. Le parlement russe, de son côté, avait toujours tu cette possibilité, tabou jusqu'alors. Cependant, depuis peu, le Président russe affirme qu'il est primordial que la classe politique ne se perde pas dans « une quête de successeurs potentiels » : la réforme constitutionnelle permet de remettre les compteurs de ses mandats « à zéro ». Si Vladimir Poutine réitère deux nouveaux mandats, il finira sa carrière politique en tant que Président à l'aube de ses 84 ans. En 2008, la Constitution lui interdisait déjà de concourir pour un troisième mandat consécutif. Il était alors Premier ministre du pays jusqu'en 2012, sous la présidence de Dmitri Medvedev. En 2012, il s'est présenté à nouveau aux élections présidentielles et les a gagnées avec un franc succès. C'est d'ailleurs sous son mandat de Premier ministre qu'une loi a été promulguée, allongeant le mandat présidentiel de quatre à six ans – dont la prise d'effet débutait en 2012...

La réforme constitutionnelle et ce qu'elle implique

Le « vote populaire » aurait dû avoir lieu le 22 avril, mais a été reporté en raison de la pandémie de la Covid-19. L'opération s'est finalement opérée sur une semaine à partir du 25 juin, avec un taux de participation avoisinant les 65 %.

Pour appuyer la légitimité de cette réforme constitutionnelle, Vladimir Poutine s'est exprimé devant les députés : « Les Russes doivent avoir, dans n'importe quelle élec-

tion, le choix ». Cependant, il ne s'empêche pas de souligner que « la stabilité est peut-être plus importante » aux vues notamment des « menaces sécuritaires et économiques ». Dès lors, l'amendement a reçu l'approbation de 380 députés alors que les 44 élus communistes ont voté « contre ». D'après Tatiana Kastoueva-Jean, directrice du Centre russe de l'Institut français des relations internationales : « Cette manipulation politique lui ouvre plusieurs options, y compris le fauteuil présidentiel. On ne sait pas ce qu'il va faire, mais il coupe court à toutes spéculations pour les prochaines élections en 2024. Il devient à nouveau le maître du jeu ».

Alors que les statistiques officielles annoncent que seulement 27 % des Russes sont favorables à un nouveau mandat, la réforme a été un énorme succès avec 77,92 % d'approbation de la part de la population. En réponse à un tel taux, le maître du Kremlin a prononcé le 2 juillet « un grand merci » à ses compatriotes pour leur « soutien et [leur] confiance ». Selon lui, cette approbation permettra une « stabilité intérieure et du temps pour renforcer le pays et toutes ses institutions ». Son porte-parole, Dmitri Peskov, décrit ainsi « un référendum triomphal de confiance envers le président Poutine » et souligne un « niveau de participation et de soutien extrêmement élevé ».

À noter cependant que l'amendement contenait de nombreuses autres mesures telles que : la foi en Dieu et la préservation de l'héritage orthodoxe, le mariage réservé aux hétérosexuels – excluant le mariage homosexuel –, ainsi que l'enseignement patriotique. Il agit également sur le plan social en instaurant l'indexation des retraites sur l'inflation et un salaire minimum. Dernier point, il inaugure la suprématie de la Constitution sur le droit international.

Le Journal *Le Point* a recueilli deux témoignages de citoyens russes ayant un avis aux antipodes sur le scrutin : Ioulia Zabolotova, une retraitée de 83 ans, débordait d'enthousiasme lorsqu'elle est allée voter : « Il faut soutenir Poutine, ja-

mais je n'ai vécu aussi bien qu'avec lui. Il a relevé le pays du chaos ! » A contrario, Sergueï Lepnoukhov, un juriste moscovite de 47 ans, était abasourdi par cette proposition : « Il ne faut pas toucher à la Constitution, elle doit être inaliénable [...], mais (Poutine) veut accaparer le pouvoir, alors il s'est trouvé une porte dérobée. C'est honteux et malheureux ».

L'avalanche de critiques quant aux limites du scrutin

Controversé, ce scrutin est vivement critiqué notamment par l'Occident et désigné comme mensonger par les opposants. Alexeï Navalny, du parti *Russie du futur*, dénonce le vote comme étant un « énorme mensonge ». Pour lui, il s'agit d'une atteinte « sans précédent » à la souveraineté du peuple russe. De nombreuses fraudes ont été pointées du doigt : les participants étaient appâtés par des loteries, tandis que des bureaux de vote étaient organisés en pleine rue avec une surveillance limitée. Le philosophe français et spécialiste de la Russie, Michel Eltchaninoff, analyse l'organisation du vote : « Il y avait tellement de différents moyens de voter : sur Internet, dans les bureaux de vote, dans la rue, à l'arrière des camions... Il y avait une souplesse dans l'organisation de ce scrutin qui rend toutes manipulations possibles ». Nikolay Rybakov, dirigeant du parti *Yabloko*, explique au *Parisien* : « Ce vote n'était pas du tout démocratique, et le danger est que les citoyens pourraient penser qu'il y a réellement une majorité en faveur de ces réformes ».

Pendant que l'armée russe s'enorgueillit d'une participation de « 99,991 % », l'ONG Golos, spécialisée dans l'observation des élections, dévoile plus de 2 100 signalements de « possibles violations », principalement de fonctionnaires ayant subi des pressions hiérarchiques pour qu'ils se rendent aux urnes.

D'autre part, de nombreux experts qualifient le scrutin de « fourre-tout » : comme il incluait de nombreuses nouvelles mesures, quiconque votait « oui » ou « non » pour l'indexation des retraites, votait également la remise du « compteur à zéro »



pour Poutine et l'exclusivité du mariage pour les hétérosexuels.

Somme toute, ce « vote populaire » n'était que consultatif. Il fait suite à la baisse notable de la cote de popularité de Vladimir Poutine depuis mai 2018 : elle a chuté de 79 % à 60 %, selon l'institut de sondage Levada. D'après Tatiana Kastoueva-Jean : « Il avait besoin de ce vote populaire, car quand il y a la population derrière, ça excuse tout. Il voulait remettre ce scrutin avant l'automne et surtout avant les conséquences économiques de la pandémie (de la) Covid-19. C'est un régime qui a besoin d'une validation populaire permanente pour avancer ».

En réponse à ces accusations, des manifestations ont été organisées à Moscou, place Pouchkine, selon des journalistes de l'Agence France-Presse. La police était présente pour sécuriser l'espace, mais n'est pour autant pas intervenue, et ce malgré l'interdiction de rassemblements depuis le début de la crise sanitaire.

Qu'en pensent les pays observateurs ?

De l'autre côté du détroit de Béring, aux États-Unis, Morgan Ortagus, la porte-parole du département d'État est « préoccupée ». Elle a ouï-dire « une coercition d'électeurs, des pressions sur les opposants aux amendements et des restrictions imposées aux observateurs indépendants du vote ». Au sein de l'Union européenne, le porte-parole du chef de la diplomatie, Peter Stano, incite la Russie à enquêter sur les signalements faits. Il fait notamment référence à l'absence de campagne « qui a privé les électeurs de l'accès à une information équilibrée et à un débat approprié pour apporter des changements aussi importants ». L'objection russe ne s'est pas fait attendre, la présidente de la Commission électorale centrale russe, Ella Pamfilova, dément les accusations : la commission électorale n'a pas constaté d'« infractions sérieuses » pendant le déroulement du scrutin. L'agence Ria Novosti, l'une des plus importantes agences de presse en Russie, l'affirme « il n'y a aucun doute sur le fait que le vote est valide et légitime ».

* Anaëlle Barthel

Entre l'UE, l'OTAN et la nouvelle puissance russe : un pays oublié ? La Moldavie ?

(Suite de la page 1)

ce qui nécessite de rappeler que la Moldavie fut une victime collatérale de la signature du Pacte germano-soviétique d'août 1939 qui devait la livrer à l'URSS de Staline, celui-ci « oubliant » de la restituer à la Roumanie en 1945 en faisant ainsi une RSS, soit une République socialiste soviétique intégrée dans le dispositif occidental des États fédérés à l'Union soviétique tout comme le furent l'Ukraine et la Biélorussie. Le développement de l'enclave russophone de la Transnistrie autour de sa « capitale » Tiraspol était un excellent moyen de contrôle et de pression contre toutes volontés que les Soviétiques pouvaient craindre un jour ou l'autre de la part des Moldaves de réintégrer l'ancienne patrie roumaine voisine.

En 1989-1990, le communisme s'écroule à l'Est et en décembre 1991 l'URSS disparaît, faisant naître ainsi toute une série de pays désormais indépendants à l'ouest de l'ancien empire soviétique. Une République de Moldavie indépendante était née, les enjeux géopolitiques évoqués allaient donc rapidement reprendre leur place.

De cette période postcommuniste jusqu'à aujourd'hui, les enjeux sont restés les mêmes. En 1992, après une courte guerre, la République moldave du Dniestr, autoproclamée indépendante, conserve sur son territoire un bataillon russe pour la « protéger ». Ceci représente donc un contre-pouvoir à la situation politique en Moldavie qui reste partagée entre les partisans d'un ralliement à l'UE avec, sous une forme ou sous une autre, un rapprochement avec la Rou-

manie et les partisans d'un statu quo voire d'une réintégration dans la Fédération de Russie — comme c'est le cas des régions d'Ukraine auto-proclamées indépendantes et pro-russe dans le cadre de la guerre du Donbass. Cette nouvelle division entre trois grands blocs a été entérinée par les résultats des élections législatives du 24 février 2019, à l'issue desquelles aucun parti n'a été en mesure d'obtenir la majorité absolue. Le parti socialiste (PSRM) pro-russe remporta le plus grand nombre de sièges (35 sur 101), suivi par le parti démocrate (PDM) avec 30 sièges et par le bloc pro-européen « ACUM » qui a obtenu 26 sièges. C'est finalement le parti pro-russe PSRM avec Ion Chicu comme Premier ministre qui assure depuis le 14 novembre 2019 le pouvoir exécutif au côté d'Igor Dodon,

le président de la République également pro-russe élu le 23 décembre 2016.

La situation paradoxale de la Moldavie en 2020 se poursuit donc. À n'en pas douter, ce dossier redeviendra un sujet brulant des relations internationales dans un futur plus ou moins éloigné, d'autant plus que Vladimir Poutine, depuis le référendum constitutionnel russe organisé début juillet, pourra se maintenir au pouvoir jusqu'en 2036 et que l'UE peine à remettre en marche le moteur franco-allemand au lendemain de la crise sanitaire. Alors que le 1er juillet l'Allemagne a succédé à la Croatie à la présidence tournante du Conseil européen, peut-être devrions-nous y voir quelques espoirs pour la stabilisation des frontières orientales de l'UE... L'avenir le dira, mais — pour une fois — les points de vue allemands et français semblent enfin converger.

* Dr Olivier Buirette

Bertrand Buchwalter : « La Turquie continue de changer à une vitesse phénoménale, c'est un pays avec lequel il faut compter »



(Suite de la page 1)

Ce que je retiens, c'est que la Turquie continue de changer à une vitesse phénoménale et que c'est un pays avec lequel il faut compter. Nous avons, en Turquie et tout particulièrement à Istanbul, un héritage considérable que nous devons continuer de faire grandir pour renforcer toujours plus notre relation bilatérale.

Durant ces quatre dernières années, comment ont évolué les relations franco-turques en ce qui a trait aux relations économiques et diplomatiques, mais aussi quant à la coopération culturelle, scientifique et technique ?

En tant que Consul général à Istanbul, j'ai fait partie d'une grande équipe dirigée par notre Ambassadeur en Turquie, en me mettant à la fois au service de notre communauté dans la circonscription et de tous ceux qui font vivre la relation franco-turque, dans toutes ses dimensions. J'ai beaucoup travaillé avec tous les joueurs de cette grande équipe. D'abord avec l'Institut français et le service culturel pour promouvoir l'enseignement du français, faire résonner nos idées et notre culture ainsi que pour renforcer les échanges. Avec la communauté d'affaires, ensuite : notre chambre de commerce, présidée par Zeynep Necipoğlu, Business France, les conseillers du commerce extérieur et le service économique régional pour donner à voir comment la France a changé et continue de changer et pour promouvoir les échanges et notre attractivité économique. Avec l'Agence française de développement, pour soutenir les projets de développement portés par les municipalités d'Istanbul et d'Izmir, avec une dynamique nouvelle qu'il est essentiel d'accompagner. Nous avons, tous ensemble, formé le projet d'organiser un grand rendez-vous estival franco-turc à BomontiAda en juin 2020, en croisant nos approches et en conjuguant nos énergies, avec une belle

programmation de concerts, des rendez-vous axés sur l'innovation. Nous avons dû nous résoudre à l'annuler dans le contexte de la crise sanitaire, mais j'ai bon espoir que tout le travail qui a déjà été fait n'est pas perdu et que cet événement pourra se tenir l'année prochaine !

Les relations bilatérales entre Paris et Ankara traversent actuellement une phase particulièrement « houleuse ». Quelle est votre analyse de la situation ?



La France et la Turquie sont liées par une histoire pluriséculaire. Comme vous le savez, le Palais de France à Istanbul est probablement notre plus ancienne implantation diplomatique au monde puisque cela fait environ 430 ans que nous sommes présents sur ce terrain au cœur de Beyoğlu, sur lequel nous avons construit les bâtiments de nos représentations diplomatiques successives. Cette histoire est faite de hauts et de bas, et j'ai la mémoire suffisamment longue pour savoir que nous avons toujours su surmonter les crises quand elles se présentaient. Il ne faut surtout pas perdre de vue l'intensité de notre relation dans tous les domaines : politique, sécuritaire, économique et commercial et surtout culturel.

Bien qu'il soit toujours difficile de s'avancer sur un tel sujet, comment voyez-vous l'avenir des relations franco-turques ?

Je suis sûr que nous trouverons les moyens de faire fond de nos convergences – qui restent nombreuses – et de nous expliquer, avec franchise et sans détour, des préoccupations que nous pouvons avoir et de nos divergences.

Avez-vous un message particulier à adresser aux Français de Turquie, et plus particulièrement d'Istanbul ?

Nous avons la chance d'avoir, en Turquie, une communauté jeune (la moyenne d'âge est de 30 ans !), particulièrement dynamique et qui continue de grandir puisqu'il y a plus de 8 000 Français qui résident désormais dans notre circonscription. C'est aussi une communauté qui est un pont vivant entre nos deux communautés puisque les deux tiers des Français de Turquie ont également la nationalité turque !

Je veux rendre hommage à tous ceux qui s'engagent au quotidien au sein de notre communauté : à nos consuls honoraires à Bursa, Izmir et Edirne, aux élus consulaires, bien sûr, qui sont une interface particulièrement précieuse et qui ont été mes interlocuteurs très réguliers au cours des quatre dernières années ; à tous les responsables d'associations françaises ou francophones qui sont autant de maillons de la relation franco-turque ; aux communautés éducatives du Lycée Pierre Loti et de tous les établissements d'enseignement francophone d'Istanbul et d'Izmir. Notre communauté a traversé, avec la Turquie et le reste du monde, de nombreuses épreuves : celle du terrorisme, tout au long de l'année 2016 ; celle ces derniers mois de la pandémie de la COVID-19 qui n'est pas encore tout à fait derrière nous. Notre communauté fait face avec un esprit d'unité et de solidarité, avec le soutien très fort et constant de nos autorités. Aucun autre pays ne met en œuvre une politique sociale aussi active que la nôtre à l'étranger, que ce soit au travers des aides à la scolarité (qui mobilise une enveloppe de près de 2 millions d'euros chaque année à l'échelle de la circonscription d'Istanbul), des allocations de solidarité ou des subventions au tissu associatif local. Nous avons fait un effort plus conséquent encore dans le contexte de la crise sanitaire pour être aux côtés des familles qui ont été les plus durement impactées et je tiens à redire ici que nous sommes à l'écoute des situations individuelles.



Quel a été le moment fort de votre mission à Istanbul ?

Il y en a eu trop pour pouvoir tous les citer, mais si je dois en choisir quelques-uns, je citerais, bien sûr, la visite du Président de la République le 27 octobre 2018 à l'occasion du Sommet à quatre sur la Syrie. Cette visite est intervenue, quasiment jour pour jour, cinquante ans après la visite en Turquie du Général de Gaulle ! Je regrette seulement que le temps ait, alors, manqué pour organiser une visite au Lycée Galatasaray dont nous fêtons le 150^e anniversaire ! Je garde aussi le souvenir de mes nombreuses visites dans les universités turques, et de mes échanges en turc ou en français avec les étudiants, qui m'ont toujours beaucoup appris, avec leur franchise et leur fraîcheur. C'était pour moi important d'aller au-devant de ces publics pour parler de la France, et parfois pour tenter de démonter certains clichés qui peuvent avoir la vie dure. Je n'oublierai pas non plus la vague d'émotion qu'il y a eu, en Turquie, comme ailleurs dans le monde, à l'occasion de l'incendie de Notre-Dame-de-Paris. Nous avons alors reçu au Consulat beaucoup de messages de sympathie et j'ai précieusement conservé les dessins envoyés par des élèves d'une école d'Istanbul. Enfin, j'ai été très impressionné par la détermination et l'énergie des très nombreux défenseurs des droits de l'Homme que j'ai rencontrés au fil des quatre dernières années et qui sont convaincus que la Turquie sera d'autant plus forte qu'elle sera plus démocratique.

Après votre départ de Turquie, qu'est-ce qui vous manquera le plus ?

Istanbul va beaucoup me manquer. Vous connaissez le mot fameux prêté à Napoléon, qui aurait dit que si la « terre était une nation, Istanbul en serait la capitale ». Je ne connais pas de ville plus captivante, plus entêtante et plus capiteuse. Nos amis Stambouliotes vont beaucoup nous manquer, mais nous reviendrons volontiers de temps en temps pour un petit *rakı balık* sur les bords du Bosphore !

*Propos recueillis par
Mireille Sadège et Camille Saulas
Photos : Aramis Kalay

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

PREMIUM LIFE

Designed by DİCE KAYEK

Hafif içimiyle yepyeni bir keyif...

La « vague verte » des municipales 2020 en France

Dimanche 28 juin, les résultats des municipales françaises sont tombés, une « vague verte » a déferlé sur la France. Pourtant, elle a été contrastée par une forte abstention de 60 %. La scène nationale a été secouée et impressionnée par cette « nouvelle ère » que décrit Hugo Clément, anciennement journaliste chez « Quotidien » et « Konbini ». Cet engouement écologique, pourrait-il être annonciateur d'un renouveau politique national ?

L'avènement de l'écologie en France ...

Le tournant écologique est une première dans la sphère politique. Vanessa Jérôme, sociologue politique de l'engagement et des carrières militantes, explique : « Le PS ne pourra plus jamais regarder les Verts comme avant, c'est-à-dire de haut. De la même manière que "le complexe du tout-petit d'EELV", c'est fini [...] Ils vont se regarder à la même hauteur ». Elle estime que « ce qui change

maintenant, c'est que le discours ne tombe plus dans l'oreille d'un sourd. Maintenant, on les entend, parce que le monde a changé ». Elle conclut alors que la gauche a d'ores et déjà compris qu'il est nécessaire de réfléchir sérieusement à une alliance avec EELV afin de maximiser les chances de gagner les élections nationales. Le député européen David Cormand confirme les propos de la sociologue. Il observe un électorat « macroniste » déçu et « un électorat de gauche qui voit que le récit social-démocrate classique est obsolète, intenable ». Selon lui, le récit des écologistes « prend le pas sur la gauche productiviste ». L'analyste Stewart Chau, quant à lui, constate que « les Verts sont la nouvelle matrice autour de laquelle peut se réorganiser la gauche ».

... Est-il réel ou idéalisé ?

Cependant, l'abstention durant ces municipales a été « historique » pour la Ve République avec 60 % d'abstentionnisme. Pour exemple, à Lyon, Grégory Doucet (EELV) est devenu maire avec 19,04 % de voix, alors que 62,24 % électeurs ne sont pas déplacés. À Strasbourg, Jeanne Barseghian (EELV) a remporté les municipales avec 15,03 % des voix (63,34 % d'abstention).

Stéphane Zumsteeg, directeur du département politique d'Ipsos, établit un autre constat : le vote EELV est resté « très focalisé » sur les grandes villes. Sur 236 communes de plus de 30 000 habitants, EELV en a remporté dix, soit des grandes villes telles que Strasbourg, Bordeaux et Lyon. Ainsi, dans les communes de taille moyenne, l'écologie politique est encore moindre, voire absente. Vanessa Jérôme explique que s'« il n'y a jamais eu autant de listes d'union de la gauche avec une tête de liste EELV » et qu'« EELV remporte plus de grandes villes qu'avant », « le PS gagne plus de villes ». Sandra Régol, militante écologiste, décrit le changement en cours : « On est en plein dans la recompo-



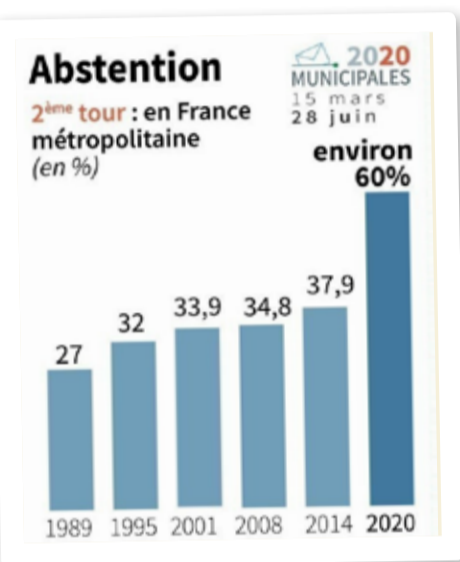
sition du paysage politique, avec un nouveau paradigme qui est celui de l'écologie. C'est juste le début du travail [...] il faut qu'on réussisse ».

Vers une réforme de la gauche « traditionnelle » ?

Le Premier secrétaire du PS, Olivier Faure, dévoile sur RTL son intention de se « ranger derrière celui qui incarnera le bloc social écologiste ». Propos qu'il avait déjà tenu dans le passé.

Ainsi, la victoire du parti écologiste dans plusieurs grandes villes marque un événement notable au sein de la politique française. Cependant, il est à contraster avec les élections nationales au vu du nombre d'électeurs qui se sont inscrits aux élections municipales, mais également en raison du fait que les enjeux municipaux sont différents des enjeux nationaux. Europe Écologie Les Verts et le Parti de gauche traditionnel, le PS, devront prouver leur force d'actions pour les prochaines élections nationales.

* Anaëlle Barthel



Le maintien de la stratégie macroniste

Il avait promis de se consacrer à un « nouveau chemin », mais le remaniement gouvernemental n'a fait que renforcer les tendances de la présidence d'Emmanuel Macron. Son quinquennat ayant déjà été marqué par les gilets jaunes, la réforme des retraites et la crise sanitaire, Emmanuel Macron a tenté, avec la nomination de Jean Castex, énarque et maire de droite, de se réinventer dans l'optique de l'élection de 2022. L'entourage du chef de l'État avait promis des « surprises ». Cependant, l'annonce du 6 juillet n'a fait que confirmer le renforcement de la droitisation et de l'hyperprésidentialisme de l'exécutif.

Une tentative pour sauver son quinquennat

Face à une double crise sociale et économique et à la vue des résultats des élections municipales marquées par une forte poussée écologiste, Emmanuel Macron aurait pu nommer une figure de gauche à Matignon. Néanmoins, le centre droit constituant son socle électoral depuis les élections européennes de 2019, le président de la République, qui avait promis de se consacrer à « un nouveau chemin », a choisi un énarque et haut fonctionnaire, Jean Castex, pour remplacer Édouard Philippe, énarque et haut fonctionnaire également. De nouveau, nous voilà devant une illustration du fait que les élites politiques se renouvellent entre elles. Avec cet ancien collaborateur de Nicolas Sarkozy, la droitisation de la présidence macroniste est à nouveau actée.



De plus, en nommant un inconnu sans réel poids politique à Matignon, Emmanuel Macron consacre également son hyperprésidence. Il démontre de nouveau qu'il entend conserver les rênes et ne laisser personne lui faire de l'ombre alors que la présidentielle de 2022 se profile.

Le refus de tourner la page

Le remaniement du gouvernement était très attendu. Il fut sans éclat. Sur les 31 ministres annoncés, 23 participaient déjà au gouvernement d'Édouard Philippe. La seule véritable surprise fut la nomination d'Éric Dupond-Moretti, célèbre avocat pénaliste, au ministère de la Justice. La majorité des ministres étant issus de la droite, ce nouveau « gouvernement de 600 jours » sera consacré au renforcement de la stratégie macroniste.

Rien n'indique qu'une page se tourne. Occupant des postes clés, les ministres issus de la droite (Roselyne Bachelot, Brigitte Klinkert, Bruno Le Maire, Gérald Darmanin, Sébastien Lecornu, Franck Riester, ou encore Amélie Montchalin) dominent ceux qui sont issus de la gauche (Jean-Yves Le Drian, Florence Parly, Barbara Pompili, Olivier Dussopt et Brigitte Bourguignon). Les départs de Christophe Castaner, de Didier Guillaume, de Sibeth Ndiaye et de Nicole Belloubet, tous ex-socialistes, illustrent clairement ce tournant à droite de l'échiquier politique de la macronie. Ainsi, avec des locataires venant de la droite à Matignon, Beauvau et Bercy, un fidèle du chef de l'État explique que « la droite tient les rênes. La gauche est sur les accessoires et les ministres délégués. »

Or, en renforçant l'aile droite de son parti, Emmanuel Macron dévoile sa stratégie pour 2022 : cibler le centre et la droite.

En effet, misant sur une gauche qu'il estime incapable de se réunir, le président coupe l'herbe sous le pied à la droite française pour 2022 avec son nouveau gouvernement.

Malgré l'introduction des nouvelles personnalités, le gouvernement choisi par Emmanuel Macron est marqué par une certaine continuité. Neuf ministres ayant conservé leur portefeuille, parfois avec des ajustements, le nouveau gouvernement conserve exactement les mêmes équilibres que le précédent. La composition du nouveau gouvernement devait pourtant être une étape clé dans la tentative d'Emmanuel Macron de relancer l'économie et son quinquennat. Or, celui qui avait promis de tourner une nouvelle page de l'histoire du pays a opté pour un gouvernement qui souligne au contraire une confirmation des tendances du macronisme.

* Natasha Voase



Dr. Hüseyin Latif

Docteur en histoire
des relations
internationales

Le 6 juillet dernier, Emmanuel Macron a dévoilé son nouveau gouvernement dont la durée de vie devrait être de 600 jours. C'est le troisième et peut-être dernier remaniement de son quinquennat, sauf s'il entreprend de prendre pour exemple François Hollande qui avait effectué un énième remaniement le 6 décembre 2016, soit quatre mois avant les élections présidentielles. Le dernier gouvernement de François Hollande, mené par Bernard Cazeneuve, n'a duré que 160 jours. Il fut le plus court gouvernement de la V^e République...

C'est en moyenne tous les 11 mois que François Hollande a changé de gouvernement — au total, il y en a eu cinq. Il a effectué 15 remaniements, changeant ainsi soixante-quatorze ministres et secrétaires d'État. Son prédécesseur Nicolas Sarkozy avait également procédé à 15 remaniements. Cela pourrait être le sujet d'un livre épais dans lequel l'on pourrait exposer les coûts engendrés pour le contribuable dans le but de camoufler les échecs des politiques des présidents. Mais laissons ça de côté, ce n'est pas notre sujet.

C'est avec émotion qu'Édouard Philippe a quitté Matignon, tandis que Nicole Belloubet, l'ex-ministre de la Justice, a versé sa larme. Quant au nouveau ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, c'est sans surprise qu'il était accompagné pour la passation de pouvoir par Marlène Schiappa avec qui il travaillait déjà dans le cadre de ses anciennes fonctions.

Sandra Regol, secrétaire nationale adjointe d'Europe Écologie Les Verts (EELV) et grande gagnante des dernières élections locales, n'était pas enjouée par la formation du nouveau gouvernement. Elle a protesté sur les plateaux de télévision et à la radio quant à la nomination de Gérard Darmanin en tant que ministre de l'Intérieur, un homme présenté par certains comme présidentiable pour les élections du 2027.

La grande surprise du gouvernement de Jean Castex fut la nomination à l'hôtel de Bourvallais d'un avocat on ne peut plus connu et médiatique en France : Éric Dupond-Moretti. Le nouveau garde des Sceaux est réputé pour les nombreux acquittements qu'il a obtenus sur le territoire français, mais aussi en raison de certaines controverses qu'il a suscitées du fait de sa forte médiatisation. Le 6 juillet 2020, il fut donc nommé ministre de la Justice au sein du gouvernement Jean Castex.

Éric Dupont-Moretti, la grande réussite d'un fils d'une femme de ménage*



Né Éric Dupond, il est le fils unique de Jean-Pierre Dupond, ouvrier métallurgiste originaire de l'Avesnois, et d'Elena Moretti, femme de ménage d'origine italienne. Il perd son père à l'âge de quatre ans, sa mère l'élève alors seule. Il fait ses études secondaires au lycée catholique Notre-Dame, à Valenciennes, où il obtient son baccalauréat. Sa vocation d'avocat puise ses origines dans son histoire familiale.



Son grand-père maternel, immigré italien, est retrouvé mort en 1957 dans des conditions suspectes, le long d'une voie ferrée. Son oncle porte plainte afin qu'une enquête soit ouverte. Ceci le décidera à choisir la voie du droit. Dupont-Moretti déclarera : « *Je pense que c'est à l'origine de cette vocation. Cela y participe à l'évidence* ».

Dans son livre *Directs du droit*, il écrit être devenu avocat par « *détestation de la peine de mort* ». Sa mère ne bénéficiant que d'un faible salaire du fait de sa profession, il enchaîne plusieurs petits boulots pour financer ses études : fossoyeur, maçon, ouvrier à la chaîne, déchargeur de sacs de sable, serveur dans des boîtes de nuit et dans des restaurants, assistant d'éducation. À l'issue de ses études de droit, il est reçu à l'examen d'entrée à l'école d'avocats. Il est lauréat ex æquo de

la Conférence du stage, le concours d'éloquence des avocats du barreau de Lille.

Après avoir prêté serment comme avocat le 11 décembre 1984 à Douai, il s'inscrit au barreau de Lille. Lors de sa première affaire, des pièces qui lui sont destinées sont envoyées à un confrère nommé également Dupond, c'est alors qu'il décide d'adoindre à son patronyme, à titre d'usage, le nom de sa mère (Moretti), lui rendant ainsi hommage.

Il obtient son premier acquittement le 27 mars 1987.

En 1993, il se dit victime d'un « *coup fourré* » de la part du procureur José Thorel qui aurait tenté de le faire tomber dans un dossier de stupéfiants, des traces de cocaïne ayant été retrouvées dans sa berline. Il subit alors une perquisition et une garde à vue qui auraient pu mettre fin à sa carrière.

En décembre 2008, il détient le record des acquittements obtenus sur le territoire français. Du fait de ses résultats, il est surnommé « *Acquittator* » dans les prétoires. En février 2020, il obtient son 145^e acquittement.

En 2016, après trente ans à Lille, il s'inscrit au barreau de Paris et fonde, en association avec Antoine Vey, le cabinet Dupond-Moretti & Vey.

Parmi ses prises de position, Éric Dupont-Moretti préside le comité de soutien de Martine Aubry pour les élections municipales de 2008 à Lille.

Il refuse la Légion d'honneur en 2013, invoquant son mépris pour cette institution, devenue selon lui le symbole d'un copinage politique malsain, tout comme la franc-maçonnerie.

La nomination de cette « *personnalité clivante* » a suscité l'opposition de l'Union syndicale des magistrats, qui y voit une « *déclaration de guerre à la magistrature* ». Lors de la passation de pouvoir, il promet de faire de son ministère « *celui de l'antiracisme et des droits de l'Homme* ». Sa première visite officielle a lieu le 7 juillet à la prison de Fresnes dans le Val-de-Marne.

Nous saluons cette grande et courageuse femme qui a élevé seule un si grand homme dont les Français attendent beaucoup, car la justice commence à être extrêmement insuffisante dans toutes les catégories.

* *La partie biographique d'Éric Dupont-Moretti est issue de sa fiche Wikipédia (https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89ric_Dupond-Moretti)*



Ekin Çankal

DUR !

Il est difficile de rester calme quand, presque chaque jour, il y a une autre nouvelle concernant les violences envers les femmes. Cela ne concerne pas seulement notre pays, mais bien le monde entier. La violence envers les femmes est bel et bien une réalité à combattre de nos jours. Malheureusement, les chiffres montrent qu'il y a eu une forte augmentation de ces violences, et ce surtout durant le confinement. Selon Marlène Schiappa, la plateforme arretonslesviolences.gouv.fr recensait cinq fois plus de signalements durant le confinement. Si aujourd'hui le confinement est terminé, la violence ne s'arrête jamais. DUR. D'autre part, au lieu d'entamer une réflexion en tant qu'État et de prendre de nouvelles précautions afin d'adopter des moyens et instruments plus efficaces pour lutter contre ce fléau, le retrait de la Turquie de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) est au cœur des débats. Quel dommage !

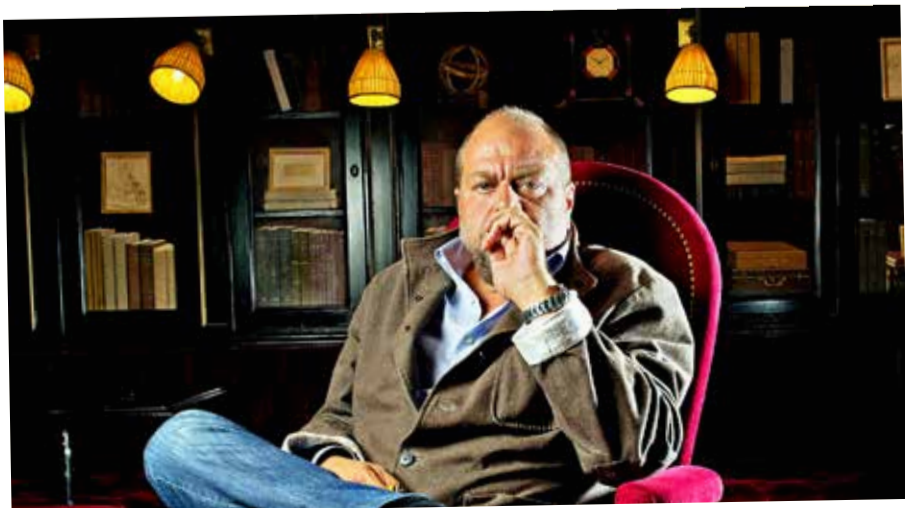
La Turquie, en tant que pays précurseur en matière de lutte contre les inégalités historiques entre les hommes et les femmes, a entrepris des démarches assez importantes dans son histoire. Pourquoi revenir en arrière ? Où se situe la logique dans ce retrait de la Convention d'Istanbul alors que la Turquie fut la première signataire de celle-ci et que nous vivons une période dans laquelle le féminicide fait la manchette ?



La Convention d'Istanbul est un instrument juridique important. Elle a en effet pour but de protéger les femmes contre toutes les formes de violence, mais aussi de prévenir, de poursuivre et d'éliminer la violence à l'égard des femmes ainsi que la violence domestique. Cette convention vise aussi à éliminer toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes et à promouvoir l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, y compris par l'autonomisation des femmes.

Il faut souligner que la Convention d'Istanbul n'est pas exclusivement réservée aux pays du Conseil de l'Europe. Des États non membres ont participé à son élaboration et pouvaient également en être parties.

Cette Convention est vitale dans la lutte contre la violence envers les femmes et représente le premier instrument international fournissant un cadre juridique à cet égard. Désormais, les États sont obligés de prendre une position plus active dans cette lutte et d'éviter toute forme de passivité à l'égard de féminicides.





Derya Adıgüzel

L'histoire des États-Unis, particulièrement l'histoire de la politique américaine, constitue un guide essentiel pour comprendre les politiques internationales qui ont été menées durant des siècles. Ma thèse à l'Université Galatasaray s'intitulait « Les relations turco-américaines depuis 1945, après la Deuxième Guerre mondiale ». L'issue des élections américaines, qui devraient avoir lieu en novembre 2020 selon la Constitution américaine, reste incertaine en raison de la pandémie de la Covid-19 que nous traversons. Des facteurs tels que la France, la Chine, la Russie, la Grande-Bretagne, la fermeture économique — devenue prépondérante dans la politique internationale —, la montée du populisme, le rejet du multilatéralisme et la montée des politiques économiques protectionnistes ont trouvé leur expression aux États-Unis dans le 45e président américain, Donald J. Trump. Le candidat du Parti républicain âgé de 74 ans veut passer encore quatre ans à la Maison-Blanche, soit rester à son poste de président durant les deux mandats que lui permet la Constitution. Son opposant Joe Biden est âgé de 77 ans et concourra sous les couleurs du Parti démocrate. Son nom

L'histoire des relations turco-américaines

ne nous est pas étranger en Turquie puisque Joe Biden était, entre 2009 et 2017, le 47e vice-président des États-Unis. Pendant la période Biden, les relations turco-américaines ont traversé de nombreuses crises, et les problèmes qui minaient alors la relation bilatérale n'ont pas pu être résolus sous la présidence de Donald Trump. Alors que les discussions outre-Atlantique sont suivies de près par les milieux politiques à Ankara, elles le sont aussi par les investisseurs et la communauté des affaires à Istanbul qui scrutent en particulier la parité entre le dollar et la livre turque ainsi que les marchés internationaux. Dans cet article, je voudrais parler d'une étude précieuse qui traite du processus historique des relations turco-américaines plutôt que de la politique actuelle. Le livre « Turquie — Point zéro de la démocratie : Accès à la vie multipartite en Turquie à la lumière des documents américains », écrit par Yrd. Doç. Dr. Efe Siviş, membre de la Faculté de Sciences politiques et des Relations internationales à l'Université de Fenerbahçe est une étude examinant les documents relatifs aux relations bilatérales dans les années 1945-46. Dans la

période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, en raison des préoccupations sécuritaires de la Turquie par rapport à l'Union soviétique, Ankara se tourne vers le bloc occidental. Alors que la Turquie entame une période multipartite, elle estime que les États-Unis pourraient jouer un rôle au sein des cercles politiques dans la transition. Efe Siviş, qui a profité de la correspondance par télégramme entre l'ambassade américaine à Ankara et le département d'État américain, des archives de journaux de l'époque et de souvenirs, tire d'importantes conclusions sur le sujet. D'après les documents d'archives, on voit qu'il n'y a aucune pression exercée sur İnönü lorsqu'il cherche le soutien des États-Unis contre l'Union soviétique et pour la réalisation d'une vie multipartite. Durant l'ère d'Atatürk, deux tentatives ont eu lieu pour effectuer une transition vers la vie multipartite, et les expériences du Parti républicain progressiste (1924) et du Parti libre (1930) ont été vécues. Après la mort d'Atatürk, le 10 novembre 1938, İnönü, qui a été élu second président de Turquie le 11 novembre, a été confronté au problème de la Seconde Guerre mondiale après son

entrée en fonction. À la fin de la guerre, on observe que la Turquie veut devenir un membre respecté du bloc occidental. Elle décide donc d'effectuer une transition vers un système multipartite, réalisant alors l'idéal d'Atatürk. Cependant, la Turquie, même si elle n'a pas participé à la Seconde Guerre mondiale, a souffert des conséquences économiques de la guerre : niveau d'inflation astronomique, pénuries de denrées alimentaires de base, prolifération du marché noir, taxes disproportionnées. Ces politiques ont provoqué des réactions du peuple contre le gouvernement avant que le Parti démocrate ne connaisse un succès inattendu aux élections générales de 1946. En 1950, le gouvernement est issu du Parti démocrate. Dès le début, Atatürk avait fixé l'objectif que la Turquie s'élève au niveau de la « civilisation contemporaine ». Les révolutions et les réformes menées entre 1924 et 1934 ont fourni l'infrastructure nécessaire pour y arriver. La Turquie, membre de l'OTAN depuis 1952, menant des pourparlers d'adhésion avec l'Union européenne depuis 2005 et ayant une richesse historique et culturelle tout en étant un point géostratégique crucial, restera un modèle pour les pays de la région en termes de ces traditions démocratique, économique et culturelle.



Eren M. Paykal

C'est août... Le mois des plaisirs estivaux. Après la déplaisante expérience du coronavirus qui poursuit son emprise sur nous, une trêve, de préférence sur les côtes de la merveilleuse Méditerranée, serait bienveillante... Ce serait des privilèges inégalables de contempler la jonction entre l'océan Atlantique et la mer Méditerranée à partir du Cap Spartel à Tanger, l'unique point au monde où l'on peut s'adonner à une telle activité ; d'arpenter le fameux Las Ramblas, cœur de la très chic capitale catalane Barcelone ; de savourer une bouillabaisse traditionnelle dans les rues perdues du Vieux Port à Marseille ; de faire une croisière entre la kyrielle des îles grecques en passant par l'envoûtante Lesbos et la belle Rhodes ; de siroter un délicieux expresso à Gênes ou de déguster une pizza à Naples ; de (re) découvrir la Bibliothèque d'Alexandrie ; de goûter la fraîcheur du thé à la menthe dans la ville bleue, Sidi Bou Saïd ; de se perdre dans l'histoire et les civilisations dans la ville empire Istanbul ; de plonger dans les eaux cristallines égéennes de Burhaniye ou d'Ayvalık ; d'explorer les vestiges et le temple grandioses de Baalbek au Liban, ce pays exceptionnel ; de profiter des plages à la Copacabana de Tel-Aviv... Et j'en passe, car la Méditerranée c'est tout cela, mais multiplié par une éternité de richesses et de splendeurs. Néanmoins, le but de cet article n'est surtout pas de faire l'éloge de l'un des plus

Douce Méditerranée...

beaux endroits du monde. En effet, cette mer historique entourée par 23 pays, et à laquelle on peut ajouter par similitude le Portugal, la Bulgarie, la Macédoine du Nord, la Roumanie, le Kosovo, la Serbie, Saint-Marin, Andorre et la Jordanie, est aujourd'hui menacée par plusieurs crises politique, humanitaire et existentielle. La situation en Libye se détériore du fait de l'intervention des pays hors de la région — comme les États-Unis, les Émirats arabes unis (EAU), l'Arabie saoudite et la Fédération de Russie —, causant la radicalisation des fronts soutenus par des pays méditerranéens adverses comme la Turquie et l'Italie pour le gouvernement légitime de Tripoli, mais aussi comme la France et l'Égypte pour « l'Armée nationale libyenne » du maréchal Khalifa Belqasim Haftar Alferjani. Par contre, les voisins de la Libye tels la Tunisie et l'Algérie ont pour l'instant adopté une attitude plus réservée vis-à-vis de la crise, et craignent une recrudescence des affrontements armés et la possible contagion sur leurs propres territoires. Sur les rives orientales, la crise syrienne, bien que perçue comme surmontée, est loin d'aboutir à une solution pacifique satisfaisant toutes les parties de la société syrienne. Ici aussi, des ingérences étrangères ne facilitent pas la tâche, mais enveniment la situation. Le conflit éternel israélo-palestinien est bien sûr la plaie la plus grave sur le corps de la Méditerranée. Par ailleurs, l'on ne peut pas négliger

les nouveaux centres de tensions qui résultent des recherches et de possibles exploitations des ressources énergétiques de la Méditerranée orientale, opposant d'une part la Turquie, la République turque de Chypre du Nord et — dans une moindre mesure — la Libye à la France, la Grèce, Chypre du Sud, l'Égypte, la Palestine. Les deuxièmes bénéficient parfois de l'appui d'Israël et du Liban. Ce tableau ne peut être complet sans mentionner la rivalité historique entre la Turquie et la Grèce autour de la mer Égée et les îles, ou encore les tensions concernant le statut de Gibraltar — territoire britannique autonome, mais revendiqué par l'Espagne —, les divergences et les affrontements entre les États balkaniques, et enfin les aspirations indépendantistes en Catalogne et en Corse. Mais j'oubliais, il existe une organisation très ambitieuse qui affirmait renforcer la coopération entre tous les pays riverains de la Méditerranée ! Est-ce que je me trompe ? Elle s'appelle, d'une façon très prétentieuse, l'Union pour la Méditerranée (UpM)... En effet, l'UpM a été créée en 2008 avec le concours de 43 États membres à la suite du Processus de Barcelone. Le but de ce qui se voulait une collaboration euro-méditerranéenne était le

développement de toutes les rives de la Méditerranée. Malheureusement, cette organisation est restée assez passive à la suite des développements atroces qui ont ébranlé la stabilité méditerranéenne récemment. J'ai un rêve. Comme tout le monde. Je crois fortement que les problèmes méditerranéens doivent et peuvent être résolus par les Méditerranéens eux-mêmes. Car ces populations ont un passé millénaire commun, quelles que soient leurs nationalités ou leurs religions. Un Tunisien peut mieux s'entendre avec un Turc ou un Français qu'avec un Koweïti par exemple, pourtant arabe comme lui. Avec l'annihilation des extrémismes de tous côtés et la valorisation d'une approche pragmatique pour leurs intérêts communs, les peuples méditerranéens peuvent cohabiter et surmonter leurs divergences. Pour cela, je suggérerais la création d'une « vraie » Union méditerranéenne sans le fardeau — si j'ose dire — des membres de l'UE qui ne sont pas riverains de la Mare Nostrum...



Cunda, Balıkesir- Egée du Nord, Turquie.

Discriminations en France : les études le prouvent...

En matière de discriminations, sexuelles ou raciales, les dénonciations s'additionnent dans le milieu professionnel, administratif et même éducatif. À tout ce cortège, viennent s'ajouter les protestations contre les discriminations raciales, avec notamment les récents événements liés aux violences policières. Un véritable fiasco social qui place désormais tous les représentants français sur le banc des éternels accusés.



« L'élan protestataire mondial »

Sur fond de crise sanitaire globale et dans un contexte économique critique, les nombreuses manifestations et réclamations du peuple plongent la France dans un désordre social profond. La révolte transcende les classes sociales : les étudiants, les enseignants, le personnel soignant, les cheminots, les pompiers, la police... Tout se passe comme si plus rien n'allait... Mais si ces manifestations ne viennent que s'ajouter à un climat social inquiétant, il n'en demeure pas moins qu'elles font écho à une lutte acharnée depuis des années contre ce qui est appelé « les bavures policières ».

Depuis la mort de George Floyd, tué lors de son interpellation le 25 mai dernier, le mouvement de protestations contre les violences policières, et plus largement contre les discriminations, s'est étendu dans le monde entier, notamment en France. « La mort de George Floyd s'inscrit aussi, en France, dans un cycle de quatre ans d'attention médiatique et sociale à la question des violences policières », explique Fabien Jobard, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Il estime que « la mort de George Floyd a constitué l'élément déclencheur d'une colère qui s'accumule en différentes strates depuis des années ».

D'après la récente étude de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), les personnes noires occupent « encore trop souvent une place subalterne dans la société française ». Peu d'enquêtes à l'appui des chiffres permettent de documenter et de classer la réalité des contrôles policiers. Mais à l'heure où tous les yeux sont rivés sur ces faits, des études, telles que l'enquête publiée par le Défenseur des droits Jacques Toubon, montrent qu'un jeune homme d'origine africaine a 20 fois plus de probabilité de se faire interpellé par les forces de l'ordre.

« C'est tout le système qui est en cause » — Jacques Toubon

C'est surtout là qu'importe le haut titre de Défenseur des droits qui sert d'autorité administrative indépendante. Il veille au respect des libertés par les administrations publiques et se charge de défendre et protéger les droits de tous les citoyens. Depuis 2014, c'est Jacques Toubon qui en est le titulaire. Nommé Défenseur des droits pour un mandat de six ans par François Hollande, il publie, le 22 juin dernier, son sixième et dernier rapport annuel intitulé « Discriminations et origines : l'urgence d'agir » dans lequel il lance un signal d'alarme sur les discriminations en France. Il dénonce les atteintes aux libertés, reprend la question des violences policières et fait part de son inquiétude par rapport aux conditions de retour à l'école pour les enfants qu'il considère comme les plus touchés par cet épisode de pandémie.



Ce rapport annuel de 80 pages environ, paraît alors que la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 a révélé les grandes failles de notre société et a mis à nue toutes les inégalités sociales, territoriales et culturelles dont souffre une grande partie du pays. « Les personnes d'origine étrangère ou perçues comme telles sont désavantagées dans l'accès à l'emploi ou au logement », dénonce Jacques Toubon. Il ajoute également que ce sont « les plus exposées au chômage, à la précarité, au mal-logement, aux contrôles policiers, à un état de santé dégradé et

aux inégalités scolaires ». Selon le rapport du Défenseur des droits, lors de la recherche d'un emploi ou d'un logement, un individu ayant un nom de famille à consonance arabe ou africaine aura respectivement 27 % et 31 % de chance en moins qu'une personne ayant un nom de famille à consonance « française ». Ainsi, s'agissant de l'accès au logement, à l'embauche ou à des services privés, sans oublier la surexposition des personnes issues de l'immigration — directe ou indirecte — aux contrôles de police, les discriminations fondées sur l'origine sont multiples, et les études le prouvent.

« Tel un virus, le racisme mute et chaque mutation le rend plus dangereux » — Rapport de la CNCDH (2019)

Dans son récent rapport annuel, la CNCDH indique une stabilité du niveau de tolérance des Français vis-à-vis des personnes étrangères ou d'origine étrangère en s'appuyant sur un échantillon de 1 327 personnes.

Si la tendance varie peu depuis 2016, cela ne dissimule pas les préjugés et les stéréotypes encore trop présents. 37 % des répondants pensent que « l'immigration est la principale cause de l'insécurité », soit 3 points de plus par rapport à 2018 ; 59 % sont persuadés que « de nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale », soit 2 points de plus qu'en 2018.

Si l'on compare les résultats de l'enquête *Trajectoire et Origine (TeO)* réalisée par l'INED en 2008 et ceux de l'enquête *Accès aux droits* effectuée en 2016 par le Défenseur des droits, on observe une hausse significative des discriminations en seulement huit ans : alors que 6 % des personnes sondées en 2008 rapportaient avoir été victimes de discriminations fondées sur leurs origines ou la couleur de leur peau, ce chiffre se hisse à 11 % en 2016. Une étude de *testing* menée entre 2016 et 2018 par le ministère du Travail auprès de grandes entreprises dévoile également de fortes discriminations envers les candidat(e)s d'origine nord-africaine. Mais face à cela, le taux de recours à des procédures judiciaires reste très bas. En effet, seulement 12 % des personnes sondées affirment avoir entamé des démarches, selon le rapport annuel du Défenseur des droits.

Dans ce contexte sanitaire et économique critique, les luttes contre toutes les formes de discriminations inondent les débats publics et politiques. Le combat mené par les associations, les grandes entreprises et les autorités politiques contre les discriminations se heurte à la réalité, le poids des préjugés et des témoignages. Le confinement et la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 n'ont fait qu'amplifier cette réalité trop souvent minimisée et passée sous silence.

* Nada Abou el amaim



Gözde Pamuk

Le « Grand Confinement »

La crise sanitaire de la pandémie de la

Covid-19 est devenue une crise financière et de l'emploi avec des conséquences sociales et politiques. Le 15 avril 2020, le FMI a nommé cette crise le « Grand Confinement » (*Great Lock-down*), en référence à la Grande Dépression et à la Grande Récession. Les travailleurs en CDD ou à temps partiel sont les plus vulnérables ainsi que les autoentrepreneurs et les salariés des PME. Les gouvernements ont donc cherché des solutions d'aides financières aux travailleurs afin de conserver les emplois. Le chômage partiel en France en est un exemple : il s'agit de subventionner les heures non travaillées pour garder les emplois. En France, l'État a garanti pour les entreprises des prêts à hauteur de 300 milliards d'euros et a décidé de reporter le paiement des charges à l'URSSAF. Donc, comparé à la crise de 2008, dans le « Grand Confinement » on observe un système bancaire qui reste plus solide et en mesure de donner des prêts aux entreprises.

D'après le rapport de l'OCDE, nous pouvons envisager deux scénarios à venir dans les prochains mois. Le premier présente le cas où il y aura une deuxième vague de contamination engendrant de nouvelles mesures de confinement. Le second scénario est celui où une deuxième vague sera évitée. Si nous analysons

les effets de ces deux scénarios à l'échelle mondiale, nous observons que les taux de chômage prévisionnels augmentent et les difficultés financières s'aggravent. Au premier trimestre 2020, on observait 7.8 % de chômage en France, 13.9 % en Espagne et 3.8 % aux États-Unis. D'après le rapport, dans le cas où une deuxième vague se produirait, on aura au quatrième trimestre un taux prévisionnel de chômage de 13.7 % en France, de 25.5 % en Espagne et de 16.9 % aux États-Unis (soit 13.1 % de plus pour les États-Unis par rapport au premier trimestre 2020). Il faut aussi rappeler que dans l'ensemble des pays de l'OCDE, on compte 60 millions de personnes concernées par le chômage partiel. Le « Grand Confinement » a un effet plus dévastateur sur l'emploi que ce que nous avons vécu pendant la crise de 2008.

Dans le cas où la deuxième vague est évitée, l'activité économique mondiale recule de 6 % en 2020, une baisse forcément moins importante que dans le premier scénario. Nous pouvons dire que, dans les deux scénarios, les conséquences de la pandémie seront graves et continues.

Même si à ce jour les mesures de confinements sont majoritairement levées, les pays ont besoin de temps pour recueillir de bons résultats quant à la reprise de l'activité économique qui aujourd'hui reste chétive et fragile. Les économies devront connaître au moins cinq ans de croissance pour reprendre le rythme d'avant la Covid-19.





Meliha Serbes

MODE

Je voudrais parler de la société italienne Etro, fondée en 1968. En fait, si j'ai choisi d'évoquer Etro c'est surtout en raison de ses tissus italiens et de ses motifs ethniques uniques. Le design et les tissus d'Etro sont traditionnels, tandis que l'entreprise est restée une affaire de famille. C'est une marque connue pour l'utilisation du motif Paisley, avec une variété de dessins colorés, et même avec des motifs indiens quand l'on regarde les fractales.



Ce n'est pas seulement italien

Bien qu'Etro soit connu pour ses collections femmes et hommes, les collections de parfum et de maison sortent également de l'ordinaire. Chaque évolution quotidienne de la technologie affecte le style des vêtements, les modèles de tissus et, en réalité, notre mode de vie. Bien entendu, le « traditionnel » dans le secteur de la mode — qui a changé avec l'utilisation de différents matériaux et techniques tels que des lignes métalliques, brillantes, en cuir ou pointues, mais aussi avec l'arrivée des vêtements minimalistes et l'utilisation du vinyle de temps en temps — attire l'attention. Je pense qu'il a été difficile de poursuivre depuis des années la même tradition, de rester dans ce style « antique », avec différents modèles. Par conséquent, il est possible d'affirmer que la marque Etro a réussi son pari de ce côté-là. Ce n'est pas seulement une marque italienne. C'est aussi une marque qui porte les vents de l'Inde. On dit qu'un voyage en Inde dans les années 1980 a eu un effet considérable. Je pense que la part de vérité dans cette idée est importante. En tout cas, le monde mystérieux et coloré de l'Inde et des Indiens m'attire particulièrement.

Vous l'aurez compris, j'aime beaucoup le monde d'Etro, mais il y a certainement des personnes qui n'apprécient pas les tissus d'Etro dont les couleurs et les motifs peuvent être perçus comme criards ou encore extravagants. En réalité, la marque doit s'interpréter comme étant un mélange de la tradition du voyage et de la couture. Soit dit en passant, vous pensez peut-être que leur parfum n'est pas doux, printanier, ou encore floral, mais leurs parfums sont aromatiques, denses, épicés (comme la cuisine indienne), boisés, empreints de passions. Leurs divers parfums mêlent tradition et histoire.



Ali Türek

Au café

Elle était penchée sur ses feuilles.

Sans se mouvoir, elle a prononcé ces quelques mots : « C'est d'abord et avant tout physique pour moi. Très physique... Vous savez ? »

Il n'a pas compris. « Comment ? », a-t-il murmuré. Puis, elle a repris : « Devant tous ces gens-là, mais toujours sur mes cahiers, le dos courbé, immobile durant des heures... »

Il était 7 h 30 du matin en été. Le quartier ne s'était pas encore tout à fait réveillé. On n'entendait que quelques bruits de pas ici et là, mais il n'y avait pas encore beaucoup de monde. Car il restait quelques dizaines de minutes avant le lever de rideaux pour que commence le chaos quotidien. Deux êtres prenaient leur café au comptoir du café qui se trouvait juste en face du grand parc. Un homme et une femme... Ça faisait un petit moment que les ouvriers du chantier d'à côté avaient payé leur café.

- C'est physique, voilà, comme vous le voyez. Vous êtes là depuis longtemps ?
- Suffisamment ! Et c'est toujours comme ça que vous écrivez ?

- Immobile. Avec désespoir et ennui. Je m'ennuie profondément, vous savez ? Et seule, l'écriture me sort de cet enfermement. Seule, les mots m'aident à me déconfiner de là où je m'enferme. Peu de mots me suffisent, vous savez.

Elle en allait reprendre peut-être une bonne dizaine de fois de ce fameux « vous savez ? ». « Vous n'attendez pas une réponse », a-t-il répondu.

- Non. Souvent, une couleur, une odeur, une sensation me suffisent. Là, tout s'arrête et ma main se met au travail. Elle fait des aller-retour sur des lignes, trace des ronds, souligne et efface. Elle travaille à la folie. Je ne me rends compte que bien plus tard. Quand cette couleur, cette odeur ou cette sensation me quitte, elle s'arrête et j'entends de nouveau le bruit de la ville. Tout comme je m'aperçois, là, de votre présence, de l'odeur du tabac et du café.

- Vous écrivez toujours dans ce café, toujours à la plume ?

- Très souvent et très souvent dans ce café, parfois dans le parc en face ou sur mon balcon. Mais toujours à la plume. Car c'est elle qui suit, à merveille, le rythme de ma parole. Un rythme particulièrement étranger à la vitesse de la ville. Ce rythme est étranger. Il l'est à la vie, tout court. Et c'est là que je compose tout ce que je viens de jeter sur le papier.

- Vous permettez ?

Il était 8 h 45. Il a pris une feuille et a voulu lire, à haute voix, les mots qu'elle écrivait, les lignes gravées. Un vide... Les traces que laissait sa plume ne correspondaient à aucune lettre d'aucun alphabet connu du monde. Il n'y avait de la place que pour des lignes et des ronds. Des noirceurs, mais pas un seul mot...

« C'est beau », dit-il. Et il pensa à Duran : « L'écrit, ça arrive comme le vent, c'est nu, c'est de l'encre, c'est l'écrit, et ça passe comme rien d'autre ne passe dans la vie, rien de plus, sauf elle, la vie. »

* Natasha Voase

La santé mentale des jeunes sur la sellette

Déprimés, angoissés, stressés, partout en Europe la santé mentale des jeunes se dégrade, selon le portrait de l'adolescence publié le 19 mai par le bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Selon cette étude, menée tous les quatre ans, les enjeux sociaux, économiques et environnementaux pèsent sur l'état mental des adolescents. Étant particulièrement vulnérables au regard des facteurs de stress cumulés, la question qui se pose est : quel sera l'impact de la crise sanitaire sur la vie de ces jeunes, notamment en France où ils ont été confinés durant 55 jours ?

Stress lié au travail scolaire et à l'incertitude

Cette étude (Health Behaviour in School-Aged Children, HSBC) étudie le comportement de 277 441 enfants d'âge scolaire de 45 pays, principalement européens. Une analyse d'autant plus pertinente que, dans toute l'Europe, l'accès aux études supérieures coïncide avec l'adolescence et le début de l'âge adulte, période où les jeunes sont particulièrement vulnérables à l'impact du stress. Et cela se ressent dans les chiffres. Selon un rapport de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France, déposé en avril 2017 par le sénateur Michel Amiel, 75 % des troubles psychiatriques à fort potentiel évolutif débutent avant 24 ans. Dans un pays où le taux de chômage parmi les jeunes s'élevait à 18,6 % en 2019, les jeunes s'inquiètent pour leur avenir... avec raison.

Par ailleurs, à chaque étape de l'adolescence, des questions existentielles se posent : celles liées aux valeurs, à l'identité, aux orientations de leur vie d'adulte, à la vie intime, etc. Encore en plein processus de développement, les adolescents ont du mal à hiérarchiser et à gérer ces facteurs de stress, ce qui crée un contexte de vulnérabilité psychique ou/et physique. Par exemple, chez les jeunes Français, le poids de la norme esthétique et de l'image du corps reste pesant pour un adolescent sur quatre, surtout parmi les filles.

Déjà soumis à un grand stress dû aux changements corporels, émotionnels et sociaux qu'ils connaissent, la crise sanitaire vient de multiplier le poids sur les épaules des jeunes partout dans le monde.

Une situation fragilisée par le confinement

Avec le confinement, les écoles et les universités fermées, la crise sanitaire risque d'augmenter les problèmes de santé mentale chez les jeunes, d'autant plus que les étudiants se trouvent face à une situation où une dépression économique de la même magnitude que celle de 1929 menace, ce à quoi ils ont eu largement le temps de penser. On l'oublie trop souvent, mais le confinement a été difficile pour les jeunes aussi.

Une méta-analyse réalisée par des chercheurs anglais de l'université de Bath a évalué l'impact de l'isolement sur la santé des jeunes âgés de 4 à 21 ans. Selon celle-ci, en période d'isolement, le risque de dépression est multiplié par trois, à court ou long terme. Le confinement fut



dur pour tout le monde, mais surtout pour ceux déjà affligés par des problèmes de santé mentale.

De plus, pour beaucoup, l'université est une zone de sécurité où les étudiants viennent pour gagner leur liberté. L'université étant une étape clé dans le développement des jeunes adultes, leur fermeture a privé beaucoup de jeunes d'un monde qui leur est indispensable. Son remplaçant ? Le monde numérique. Mais des voix d'étudiants s'élèvent contre l'idée que la technologie peut régler tous les problèmes. Pour eux, l'université n'est pas seulement un lieu d'études : c'est également un lieu de socialisation où ils peuvent retrouver leurs amis, discuter et échanger des idées. Le numérique ne peut donc la remplacer. Face à la perspective d'une « rentrée hybride », les étudiants se trouvent de nouveau dans une situation d'incertitude, source de stress et d'angoisse.

Il va sans dire que la situation mentale des Français s'est dégradée pendant le confinement. Cependant, la situation est encore plus grave pour la jeune génération. Déjà plus vulnérables aux troubles mentaux, le confinement n'a fait qu'augmenter les inégalités entre les jeunes. Alors qu'en Europe on commence à évaluer l'impact de la crise de la Covid-19 sur notre monde, il ne faudrait pas oublier d'évaluer les conséquences sur le futur de la jeune génération...



Dr. Ceylin Özcan

Psychologue clinicienne
Enseignante à l'Université Arel
Chercheuse associée au
CRPMS (Université Paris Diderot,
Sorbonne Paris Cité)

Le 17 juillet 2020, nous avons perdu un grand artiste turc, Seyfi Dursunoğlu. Il fut le pionnier d'un style des arts de la scène et du monde du divertissement qui n'avait jamais été réalisé en Turquie, et que d'ailleurs personne n'a jamais repris après lui. En ce sens, il a été le seul. La solitude l'a marqué toute sa vie.

Connu sous le nom de scène de *Huysuz Virjin* (« la vierge grincheuse »), il a été non seulement le premier — à ma connaissance —, mais aussi le plus connu et le plus accepté des drag queens de Turquie. Le personnage qu'il a créé est inoubliable et a marqué les esprits. Il a fait rire plus d'une génération. La vierge grincheuse est une femme impudique, sarcastique, hors du commun et donc difficile à cerner, mais aussi une célibataire qui dit aux autres leurs quatre vérités. Ce qui n'est pas vécu peut être dit sur scène, exprimé par le corps déguisé de Huysuz Virjin. Elle est spontanée et intelligemment imprévisible. L'autre trait de Huysuz Virjin est qu'elle n'est pas musulmane. Elle est *gayrimuslim*, elle représente en tant que

L'inoubliable drag queen : Huysuz Virjin

femme la minorité, l'autre trait de l'authenticité. L'homme commun, familier et conservateur Seyfi, devient une figure de l'altérité. Et c'est cette altérité (*femme gayrimuslim*) de la culture conservatrice de Turquie qui est mise en scène. L'horreur du féminin devient possible à supporter. On n'en a plus peur, on ne la hait pas, on ne la tue pas, on en rit et l'on finit par l'aimer.

Homme de la scène, Seyfi Dursunoğlu a été chanteur, danseur de kanto, et *meddah*. Il fut aussi l'élève du grand pianiste Ferdi Ştätzer (Frederich von Statzer, musicien et académicien turc d'origine autrichienne). Autant le canto représente en Turquie la musique grecque avec la taverne, autant le *meddah* représente la culture ottomane, tout comme celui qui se déguise et qui joue une histoire en imitant différents personnages devant le public. L'ami de l'inoubliable Zeki Müren, avec qui la rivalité n'a jamais quitté le ton relationnel d'amitié, mais toujours dans le

respect et avec finesse, investi la scène en se travestissant en femme depuis les années 1970. Parmi son public, on peut citer les anciens présidents de la République turque, mais également de grands artistes et figures de la culture. Son grand succès, c'est son passage à l'écran. C'est alors qu'il se fait accepter par la majorité de la population. D'ailleurs, lors d'un programme, il a déclaré à Enver Aysever que ce passage du masculin au féminin en se déguisant et se maquillant lui permettait d'avoir une marge de manœuvre et un éventail de mots d'esprit plus large. Il a souvent été interrogé sur cette limite entre les sexes, sur quand l'homme Seyfi s'efface au profit de Huysuz Virjin. Dans une manœuvre très juste, il nous éloigne des apprentissages et des préjugés en déclarant que s'il n'a pas été possible de vendre des

escargots dans le quartier musulman, si l'autre n'éveille pas cette curiosité, il n'aurait pas réussi à exercer ce métier durant presque un demi-siècle. De ce glissement, le refoulé émerge sous un

aspect comique et supportable. Par ce biais, il met en parole l'« oublié » de la vérité du sexe : l'identité sexuelle n'est en effet qu'imaginaire et ne dit rien sur le rapport sexuel.

Seyfi Dursunoğlu a réussi à mettre en scène, subtilement, une figure impossible à tolérer. Il a aussi réussi à jouer de l'aspect ridicule de l'identité sexuelle et du sexe. En glissant humblement entre les lignes, entre le masculin et le féminin, dans ses paroles toujours improvisées sur scène — qui dit « improvisé » dit « association libre », une parole qui surprend l'autre —, Seyfi a pu faire fonctionner le mot d'esprit pour une culture si facilement enfermée dans ses traits identitaires populistes, conformistes et communautaires. Il a pris son bol d'air frais sur scène et a aussi aéré nos esprits. Un métier théâtral si dur et si risqué. Il est aussi la marque d'une tolérance vers ce qui est différent, de l'acceptation par l'amour et d'identification dans la culture. Face à un peuple qui, de nos jours, a perdu cette possibilité de balancement entre les signifiants, cette souplesse de contenir les différents traits identitaires et cette capacité à rire, à cerner l'indicible avec le mot d'esprit. Merci, Seyfi Dursunoğlu.



Bebemoss : l'entreprise sociale qui aide les femmes en Turquie

Bebemoss est une entreprise sociale qui emploie une centaine de femmes dans le besoin en Turquie. Cette entreprise fabrique différents jouets et vêtements pour enfants qu'elle exporte partout dans le monde. Récemment, une nouvelle ligne de masques réutilisables a été créée afin de répondre à la crise sanitaire de la Covid-19.

Izabela Erşahin commence par nous raconter son histoire pour expliquer la mise en place de son entreprise. Elle était enceinte de son second enfant lorsque la grossesse a pris un tout autre tournant : alitée pendant presque sept mois, ses journées sont devenues longues et difficiles. Afin de s'occuper et de garder le cap, elle s'est mise à tricoter différents vêtements pour son enfant qui allait naître. Son avantage est qu'elle travaillait à l'origine dans le milieu de la mode, pour l'entreprise Yves Saint-Laurent.

Lorsque son enfant est né, elle s'est retrouvée avec beaucoup de vêtements, et elle ne savait plus quoi en faire. Son mari lui propose alors de les vendre. Elle poste quelques-unes de ses créations sur la plateforme en ligne « Eti ». Ses créations font fureur. Elle décide donc de vendre en gros sur la plateforme. Pour cela, il lui faut ouvrir une entreprise et embaucher une associée. Dès lors, elle poste une annonce d'embauche et reçoit plus de 2 000 réponses en un bref laps de temps. Les femmes s'identifient à elle : « Moi je suis comme vous, j'ai envie de travailler, je n'ai pas la possibilité de travailler ailleurs, j'ai

besoin d'argent ». Pour Izabela, c'est un moment de « révélation ». Elle ne s'attendait pas à un tel « engouement » et elle réalise à cet instant précis le besoin de la société turque : « Les femmes sont très souvent exclues du marché du travail », nous confie-t-elle. Elles ne représentent en effet qu'un tiers de la population active, selon le magazine *Madame Figaro*.

En 2012, Izabela décide donc de créer une entreprise sociale qui permet aux femmes de travailler avec des horaires flexibles et depuis chez elles lorsqu'elles ne peuvent pas se déplacer sur le lieu de travail. Sur place, elles ont accès à une aire de jeux pour enfants. Les employées sont payées à la pièce. Cela peut être précaire, c'est pour cela qu'Izabela fait attention à ne pas employer en surnombre et les laisse décider du nombre de créations qu'elles désirent effectuer durant la journée. Cela peut causer des pertes en raison des fluctuations de stocks, mais Izabela estime que c'est le prix à payer pour que les employées de son entreprise vivent de manière décente. Bebemoss va d'ailleurs bientôt obtenir la certification de la « World Factory Organization » (« l'organisation du marché équitable » en français), et a d'ores et déjà la certification de l'UNHCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés). Souriante et passionnée, Izabela nous affirme qu'elle aime se décrire comme une « entrepreneure sociale accidentelle » : « La mission sociale s'est imposée d'elle-même et elle est devenue le cœur de la société ». Ce concept d'« entreprise sociale » n'existe pas dans la loi turque et elle se bat pour

qu'il se démocratise. Actuellement, une centaine de femmes travaillent avec elle dans l'entreprise. Il s'agissait initialement de femmes turques, mais depuis que la guerre en Syrie a éclaté et qu'il y a d'importants mouvements migratoires de Syriens vers la Turquie, elle a décidé d'intégrer les Syriennes dans son entreprise. Pour elle, ce changement au sein de la société a créé une atmosphère « magique ». Elle nous explique qu'en général, les deux communautés — turque et syrienne — ne se mélangent pas. Izabela nous dessine les contours de l'ambiance chez Bebemoss : « Même si les femmes ne parlent pas la même langue, elles sont assises ensemble, elles vont tricoter, elles vont se regarder l'une l'autre, regarder ce que fait la voisine. Une espèce de lien se crée entre elles. Alors la barrière de la langue n'existe plus, la barrière culturelle non plus. » « Une fois que toutes ces barrières-là tombent, on se retrouve ; un groupe de mamans, un groupe d'enfants, tous réunis, en train de produire des produits artisanaux et de gagner notre vie », ajoute-t-elle.

Bebemoss vend uniquement aux États-Unis, mais Izabela nous explique qu'elle a également un nouveau partenariat avec la marque israélienne *Ayota*. L'excitation la gagne lorsqu'elle nous explique ceci, car, pour elle, ce sont beaucoup de « contradictions » qui « bousculent un petit peu les barrières, bousculent toutes les choses que les gens peuvent croire ». Elle insiste sur la diversité au sein de l'entreprise : « Ce qu'on est, c'est un groupe de mamans qui fait des produits de qualité à la main. En face de nous, nous avons des gens bien,



qu'ils soient Syriens, Iraniens, Israéliens, ou Kurdes, et même Français ! C'est tout ce qui compte, que ce soient des gens bien ! »

Ayota est aussi une entreprise sociale qui, dans un premier temps, travaillait avec un groupe de femmes dans le désert. Mais cela ne suffisait pas à leur production, ils ont donc décidé de faire un partenariat avec Izabela et son entreprise Sector 7. Sector 7 est en fait l'entité turque de l'entreprise Bebemoss — entité basée aux États-Unis. La société Sector 7 participe à 90 % de la production d'*Ayota*.

En somme, l'entreprise Sector 7 fabrique des jouets et des objets de décoration au tricot, des vêtements ainsi que des masques en tissu « avec un trou afin de pouvoir y insérer un filtre » depuis le début de la crise sanitaire. Elle a déjà vendu plus de 10 000 masques depuis la création de la ligne.

Bientôt, un documentaire qui retrace le parcours de l'entreprise et des femmes qui y travaillent sortira sur Netflix. En attendant, il est possible de les suivre sur leurs sites web : *sector7.biz* et *bebemoss.com* ainsi que sur les réseaux sociaux Instagram et Facebook.

* Anaëlle Barthel Crédit Photos : Aramis Kalay



Les mesures prises par la Turquie pour des vacances tranquilles

La Turquie a instauré une série de nouvelles mesures pour garantir la sécurité des touristes sur son territoire.

Le programme de certification « Safe Tourism »

Récemment M. Mehmet Nuri Ersoy, ministre de la Culture et du Tourisme, et M. Mevlüt Çavuşoğlu, ministre des Affaires Étrangères, ont rencontré les Ambassadeurs des pays émetteurs de touristes vers la Turquie. A l'occasion de cet événement, la Turquie a présenté son programme de certification « Safe Tourism ». Par ailleurs, le ministre Ersoy a tenu à souligner l'exclusivité de ce programme en ajoutant qu'il figurait « parmi les premiers au niveau mondial ».

L'objectif de ce nouveau plan d'action est de démontrer l'efficacité de la Turquie face à la situation sanitaire inédite liée à l'épidémie de la Covid-19. Ainsi, le programme expose les différentes mesures mises en place par le gouvernement turc pour assurer la réouverture de la destination et la sécurité des visiteurs sur son territoire.

Mesure n°1 : l'assurance touristique

Dans le cadre du programme de certification « Safe Tourism », la Turquie propose désormais aux étrangers de 0 à 65 ans de bénéficier d'une assurance de protection et de soutien contre la Covid-19. Cette assurance de voyage complémentaire est disponible auprès de compagnies aériennes sous contrat, de tours opérateurs, d'agences de voyage en ligne et de divers points de vente dans les aéroports. Ses conditions donnent accès aux touristes aux hôpitaux privés et publics conventionnés par le gouvernement turc.

Durée du séjour	Forfait 1 / Limite de la caution		Forfait 2 / Limite de la caution		Forfait 3 / Limite de la caution	
	3.000 euros	5.000 euros	5.000 euros	7.000 euros	7.000 euros	7.000 euros
7 jours	15 euros	19 euros	19 euros	23 euros	23 euros	23 euros
8 jours	17 euros	22 euros	22 euros	26 euros	26 euros	26 euros
9 jours	19 euros	24 euros	24 euros	30 euros	30 euros	30 euros
10 jours	21 euros	27 euros	27 euros	35 euros	35 euros	35 euros

La police d'assurance s'engage également à rembourser les frais médicaux en cas de contraction de la Covid-19. Sa durée est limitée selon la durée du voyage, comme mentionné dans le tableau ci-dessous :

En cas de séjour plus long que prévu à l'hôtel en raison de la maladie, une assurance qui recouvre les frais de séjour est également proposée.

Mesure n°2 : l'évaluation des restaurants et des hébergements

Afin de garantir la sécurité de ses touristes, le gouvernement turc a établi

un système de grille d'évaluation des établissements hôteliers et de restauration.

L'objectif principal est de prévenir la Covid-19 grâce à des mesures d'hygiène et de sécurité plus strictes,



et à une planification de formation pour préparer le personnel aux nouvelles procédures sanitaires. Ainsi, cette nouvelle politique permet aux touristes d'être rassurés par rapport au service proposé et d'aborder leur séjour plus sereinement.

Mesure n°3 : la politique des aéroports
Face à la pandémie mondiale, la Turquie a adopté de nouvelles procédures dans ses aéroports pour assurer la sécurité des passagers.

Ces mesures s'appliquent aussi bien au personnel navigant et au sol qu'aux touristes : renforcement des contrôles de sécurité, désinfection des locaux, contrôles aléatoires à l'entrée grâce à des caméras thermiques, carte d'embarquement E-mobile fortement recommandée, formation du personnel, distanciation sociale, collecte d'informations sur la santé des passagers à l'embarquement, port du masque, gestion des flux...

Quand le café devient un voyage sensoriel

Animés par la passion du café, İnci Kara Ulugöl et Mehmet Cem Ulugöl sont propriétaires d'un café de spécialité, le Kamarad Coffee Roastery, situé à Kadıköy. En mêlant tradition et nouvelles techniques, ils ont créé un café unique au sein d'Istanbul. Plus qu'un simple café et loin de l'esprit Starbucks, le Kamarad Coffee Roastery est en effet un lieu où il est agréable de se retrouver entre amis. De plus, pour ce couple, le café n'est pas seulement une boisson, mais une expérience qui nous invite à un voyage sensoriel. Pour se faire, ils utilisent un système informatisé, et sont en quête de ce goût incroyable qui permettra à leurs clients de vivre une expérience inoubliable. Selon Mme Ulugöl, « nous suivons de près toutes les informations concernant les fermes de café et nous choisissons les grains frais en effectuant des dégustations. Chaque tasse est une nouvelle expérience ».



Pourquoi avez-vous décidé de vous lancer dans la vente et la commercialisation de café ?

Après avoir voyagé en Europe et effectué plusieurs recherches, mon mari et moi avons décidé de quitter nos emplois respectifs pour travailler ensemble dans un domaine qui nous fascinait : le « café de luxe ». Selon nous, au lieu de boire plusieurs tasses de café chaque jour, on peut en boire moins et privilégier le café de bonne qualité et issu du commerce équitable. Kamarad Coffee Roastery est l'une de plus anciennes marques indépendantes dans ce nouveau secteur.

Nous nous sommes également lancés dans ce secteur, car nous estimons qu'un café doit être un lieu où l'on se retrouve entre amis, mais qu'il arrive trop souvent que le thé et le café qu'on sert dans ce genre d'établissements ne soient pas exceptionnels. De nombreuses personnes

ne savent pas réellement ce qu'est un « bon café », ils ajoutent donc du sucre et du lait alors que ça ne devrait pas être nécessaire. On désire remédier à tout ceci et montrer que chaque café a son propre caractère quand il est préparé soigneusement et que c'est même agréable de le boire froid.

Où et comment vous êtes-vous formé à votre métier ?

Après avoir quitté son travail, Mehmet Cem a étudié à la MSA (Mutfak Sanatları Akademisi). Ensuite, nous avons tous deux obtenu des certificats de la SCA (Association de Cafés de Spécialité). Après avoir appris les pratiques du métier de barista, nous avons décidé d'apprendre comment torréfier le café. Être un barista ne suffit pas pour préparer un bon café. Il faut que les grains soient torréfiés d'une manière particulière pour révéler les arômes du café.

Traditionnellement en Turquie on boit du thé. Néanmoins, la consommation de café est en très forte progression. Comment expliquez-vous cette tendance ?

La place du thé reste centrale parce qu'il n'est pas possible de boire du café à n'importe quel moment de la journée du fait de la caféine qu'il contient. En revanche, c'est vrai que la consommation de café est en hausse. Je pense que la culture populaire, en particulier le cinéma et les séries, a popularisé les cafés comme lieux de rencontres. Étant au centre d'un quartier, proposant le WiFi gratuit et de petites collations qu'on peut manger

à n'importe quelle heure, les cafés sont attirants pour tout le monde.

Comment expliquez-vous l'engouement pour votre café ?

Il y a une question de tendance, mais aussi de qualité. La préparation d'un bon café c'est comme la préparation d'un dîner : si vous faites attention aux détails, le résultat est toujours plus satisfaisant.

Quels seront les nouveaux modes de consommation de café dans les années à venir ?

Ça change parallèlement aux tendances de cuisine. Par exemple, lorsque le gingembre se retrouve plus souvent en cuisine, vous trouverez des « cafés lattés gingembre » dans les cafés.

C'est néanmoins difficile de faire des prédictions à ce sujet. Mais je pense que le café frais préparé de façon « artisanale » va voir sa popularité augmenter. De plus, au lieu de boire son café avec du lait de vache, on va prioriser des laits concentrés, des laits végétaux ou sans lactose.



Nous avons assisté dans le monde à l'apparition et au développement de cafés qui ont transformé la vie de certains quartiers et ont constitué de nouveaux lieux de rencontre et de travail. La pandémie de la Covid-19 pourrait-elle changer ce phénomène d'après vous ?

Je pense que ça va entraîner la fermeture de plusieurs cafés et restaurants partout dans le monde. Cependant, pour ceux qui survivront, la tendance des cafés à devenir des lieux de rencontre et de travail va se poursuivre. Les moyens de communication étant plus développés qu'auparavant, je pense que la pandémie a seulement accéléré l'arrivée de l'inévitable : vivre avec la transformation digitale.

Comment décririez-vous un café à succès ?

C'est d'abord un café qui nous révèle des arômes spécifiques, qui nous permet de découvrir de nouveaux goûts. Mais il faut aussi que la tasse de café soit servie soigneusement avec des baristas méticuleux et qui aiment leur travail ! C'est cet ensemble qui fait la magie d'un bon café.

* Propos recueillis par Natasha Voase





Daniel Latif

Si les salons de l'automobile ferment leurs portes à cause de la crise sanitaire, à l'association des médias auto moto (AM-AM), des journalistes ont profité de la période creuse pour réfléchir aux alternatives et renforcer les liens entre les constructeurs et les médias.

Qui l'eût cru, au sortir de ce chaos mondial, que ces acteurs du monde de l'automobile se retrouveraient dans un univers de rêve lors d'une journée d'essai multimarque dans l'Oise. En effet, c'est au château de Saint Just à Belle-Église que journalistes et représentants des constructeurs ont renoué le lien social dans une ambiance chaleureuse tout en respectant scrupuleusement les gestes barrières.



Le défi n'était pas simple, mais il a été orchestré avec brio. Pour ce faire, nous disposions de 30 minutes montre en main pour faire un tour dans une voiture. Ne nous plaignons pas, contexte oblige, c'est mieux que rien. Un délai impossible pour une prise en main, mais un défi façon Fort Boyard qui mérite quand même d'être partagé, analysé et bien évidemment plus poussé lorsque le contexte sanitaire sera plus serein.

Je suis déjà en retard. Je file m'installer à bord de la Porsche 911 Carrera S Cabriolet. Si vous avez connu l'univers de Porsche et ses modèles d'antan, c'est une profonde redécouverte et ceci commence par les poignées extérieures qu'on aurait presque l'impression d'arracher. Une fois assis devant le volant sport GT en cuir, on réalise que l'on a pris place à bord d'un univers de rêve avec l'intérieur cuir bicolore noir-bordeaux.

La capote en toile a déjà été rabattue, forcément le temps presse ! Et pour la flambe, on est parti. Je sens tous les regards sur moi. Tous attendent que je tombe dans le piège de la Porsche. Celui où l'on cherche inlassablement la clé pour mettre le contact. La farce ne prendra pas avec moi, car il faut se rappeler que les clés s'insèrent à gauche dans une Porsche. Un héritage que le constructeur allemand souhaite conserver, tout en y apportant quelques émulations. En effet, sur cette dernière version de la 911, il n'y a pas de clé à insérer, mais juste un bouton faisant office de clé incrustée dans le contact qu'il n'y a plus qu'à tourner. Je viens de réveiller le moteur flat-six avec un moteur biturbo de 3l développant 450 ch relié à une boîte huit rapports à double embrayage. Le compteur et le tableau de bord central prennent vie. Le compteur gauche affiche une silhouette de la voiture, comme pour mieux s'observer. Sur le compteur de droite, la mention 911 Carrera S vient souligner et vous rappe-

Porsche 911 Cabriolet S : un défi façon Fort Boyard

ler — au cas où vous ne l'auriez pas remarqué sur le seuil de la porte ou encore à l'arrière — que vous vous apprêtez à conduire une... 911 Carrera S !

À propos d'arrière-train, ce dernier est notoirement bombé et plus qu'imposant. On remarquera ce feu-stop central rappelant celui d'un avion ou d'une Formule 1.

Je pianote sur l'écran central pour y lancer le guidage. Il n'est pas rentré. On m'informe que je dois utiliser mon téléphone. Or, il s'agit d'un BlackBerry sous Android. Encore une mauvaise nouvelle, car les Porsche ne sont compatibles qu'avec des iPhones. À la bonne heure ! C'est au moment d'enclencher le mode « Drive » que je me rends compte d'une petite nouveauté qui au début passait inaperçue. Ainsi, le levier de vitesses s'est effacé au profit d'un petit joystick de la taille d'une clé USB avec quand même le souci d'un grip métallisé par dessus. C'est des plus esthétique et des plus ergonomique, et la sensation au toucher est agréable. Ça rattrape l'omniprésence du plastique et des boutons plastiques à travers l'automobile.

L'intérêt principal de cette 911 réside toujours dans son plaisir de conduire. Un plaisir éblouissant, une voiture magique qui vous rend soudainement plus beau et attractif, vous place au centre de l'attention surtout lorsque vous activez le bouton magique pour ouvrir les valves et ainsi amplifier le bruit de l'échappement. C'est comme de la bonne musique, ça s'écoute plein volume !



Le 0 à 100 km/h abattu en 3,9 secondes est quelque peu blasant sur ces routes de l'Oise limitées à 30 km/h. On se rassure, à bord de cette Porsche 911 Cabriolet S, l'objectif n'est pas de réaliser un record chrono, mais de se délecter du regard admiratif des passants et — je l'avoue — de faire le beau !

À l'arrière ce sont les places de rigueur, le trompé l'œil pour y ranger sa veste — il y a des accroches prévues à cet effet — un sac ou un petit enfant.

Après ce tour dans la classique 911, nous passons à la Porsche Taycan turbo S.

En raison de son gabarit, l'on pourrait la prendre pour une Panamera, mais la différence saute aux yeux lorsque l'on regarde l'avant avec ses petits feux et cette lame noire façon « larme » qui évoque les réminiscences d'un masque dans un célèbre film d'horreur à trois lettres. Même son de cloche : pas de clé, juste un bouton à tourner, mais cette fois-ci c'est le silence complet. « Ai-je démarré ? », pensais-je. Au milieu, pas de levier de vitesses, mais deux emplacements porte-gobelets... La fameuse clé USB façon joystick se



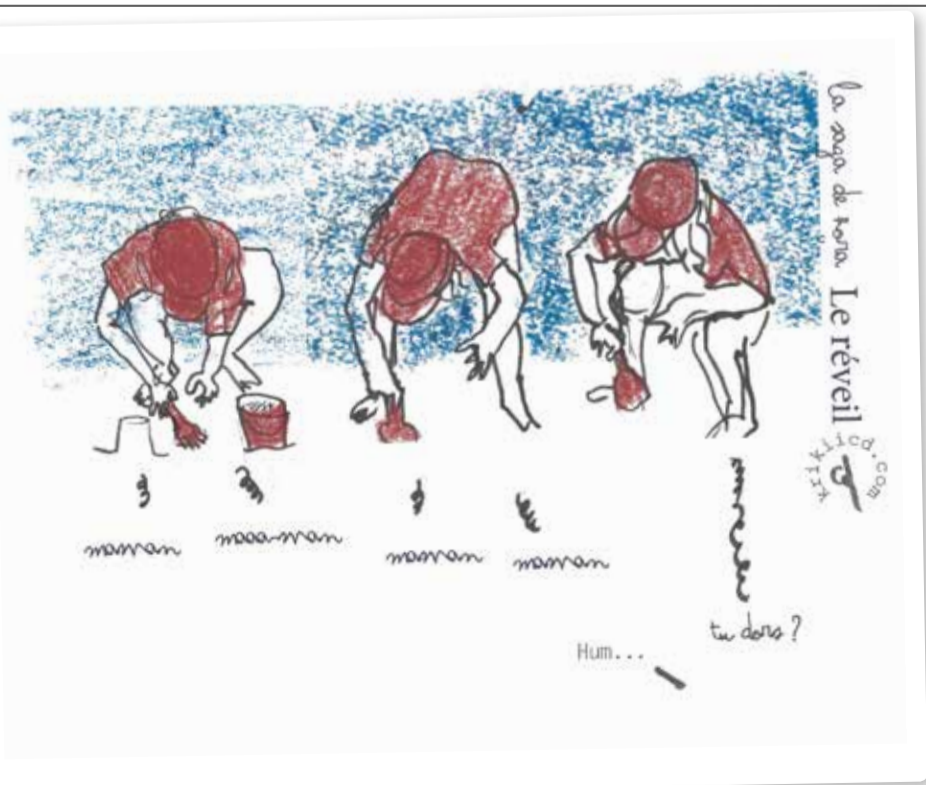
trouve au niveau du volant à droite. Pourquoi pas ? Je passe le mode drive, la voiture s'avance dans le plus surréaliste des silences. J'active le mode sport et je perçois une inquiétante mélodie. J'aperçois sur le tableau de bord un compteur à gauche affichant les forces d'accélération transversales et longitudinales sous forme d'un diagramme. Je ris doucement dans ma barbe, me demandant à quoi bon afficher ce genre d'information sur un véhicule électrique.

Pas de boutons dans l'habitacle, c'est le règne du tactile avec deux écrans, dont l'un façon iPad qui est dédié à l'affichage des fonctions essentielles du véhicule telles que la climatisation, la navigation, la musique, le téléphone, etc.

Tout au long de la route, cette impression de conduire virtuellement me frappe. Mon acolyte, assis en copilote, est affairé sur son portable. Habitué de ma conduite ultra sobre, il ne se doute pas que je puisse déclencher un foudre de guerre d'un véhicule électrique, encore moins d'un Taycan. Puis soudain, je décide de vérifier la capacité d'accélération : « WOOOOWWW !!! Sa mère », s'écrie-t-il. Je sors de ma torpeur, réalisant que je m'étais trompé et que j'avais plus que sous-estimé ce vaisseau spatial capable d'exécuter des accélérations vertigineuses en un temps phénoménal.

Je m'excuse aussitôt : « Pardon, ce n'est pas moi, c'est le Taycan turbo S et ses 761 chevaux », abattant le 0 à 100 km/h en 2,8 secondes.

Je m'arrête. Mon copilote range son téléphone, se cale dans le siège et s'accroche fermement : « C'est bon, maintenant tu peux faire le Launch Control ». La route est dégagée : ZOUUUUUuuu ! Nous voilà repartis avec plus d'un G de force dans la tronche, encastrés dans les sièges, les muscles du cou et du visage tirent, la Taycan vient encore de nous couper le sifflet. Le plus effrayant réside dans le fait qu'elle ne s'essouffle pas grâce à sa boîte à deux rapports. De surcroît, son autonomie en charge complète s'annonce à plus de 600 km. Encore plus diabolique ! Quant au freinage céramique, il se charge de vous retransmettre une autre décharge de G dans l'autre sens. Il faut se calmer ! Vite, mettons un peu de musique, prenons le temps. Je navigue dans les options et je trouve un onglet avec un large choix de radios thématiques, du monde ainsi qu'un choix de webradio alors je sélectionne tout naturellement Fréquence 3 pour ne pas se priver du Surround Sound System de Bose. L'expérience reste surréaliste, mais bluffante à bord d'un véhicule qui devrait désormais porter la mention « vaisseau spatial ».





Sirma Parman

Les amoureux de KAWS adoreraient ces œuvres d'art

KAWS est un artiste aux multiples talents. Son œuvre prolifique va des peintures aux fresques murales en passant par des sculptures à grande échelle, la conception de produits ainsi que la fabrication de jouets. Sa signature emblématique « XX » trouve ses racines au début de sa carrière d'artiste de rue dans les années 1990. Évoquant la sensibilité d'artistes pop comme Andy Warhol et Claes Oldenburg, KAWS possède un humour sophistiqué, une interaction réfléchie avec les produits de consommation et des collaborations avec des marques mondiales. Il s'inspire souvent et s'approprie des animations de la culture populaire pour former un vocabulaire artistique unique et une distribution influente de dessins animés hybrides et de personnages humains.

Donc, si vous aimez KAWS, vous devriez connaître ces quatre autres artistes.

Né en 1971, l'artiste espagnol **Javier Calleja** est surtout connu pour ses figures enfantines avec des têtes disproportionnées et des yeux exagérés, rappelant les personnages de dessins animés. Dans ses *artworks*, Calleja jumèle souvent ces personnages enfantins à un texte sarcastique, n'hésitant pas à révéler ainsi son humour noir. Calleja explique rarement ses œuvres et les idées qui les sous-tendent. En maintenant ce silence, il affirme que ses œuvres sont ouvertes à l'observateur.

Eric Inkala est un artiste contemporain qui vit et travaille à New York. Ses compositions colorées et ludiques ont une qualité de bande dessinée qui rappelle les peintures abstraites de KAWS. Alors qu'il a débuté à sa carrière artistique en tant

que *graffiti-artist*, Inkala a maintenant une vaste gamme artistique, allant des peintures murales à grande échelle aux peintures à l'huile. L'artiste a même fait des collaborations de produits avec de grandes marques comme *Coach*. S'inspirant de la vie quotidienne à New York, Inkala affirme que les graffitis et les couleurs sont très importants pour lui afin de créer son iconographie unique.

Une autre artiste de New York que je veux mentionner est **Maya Hayuk**. Ses œuvres sont des peintures géométriques vibrantes composées de motifs kaléidoscopiques complexes.



Surtout connue pour les motifs géométriques audacieux qu'elle utilise dans les peintures murales à grande échelle, Hayuk s'inspire d'un large éventail de sources, des œufs de Pâques ukrainiens et des couvertures tissées mexicaines aux mandalas et aux tests de Rorschach. Lorsqu'on lui a demandé de décrire son art à un inconnu, elle a utilisé les mots « brillant », « massif », « complexe » et « joyeux ».

Né en 1969 à New York, **Todd James** a passé sa jeunesse à enduire le métro de New York de graffitis. En utilisant le nom de tag *REAS*, le graffiti de James est devenu l'esthétique graphique pour laquelle il est reconnu aujourd'hui. Cet artiste autodidacte aime également utiliser les couleurs néon pour ses compositions figuratives. L'art de James se concentre généralement sur des peintures et des installations colorées avec un léger penchant *street-art* japonais, mais vous vous souvenez peut-être de lui lors des performances de VMAs de Miley Cyrus en 2013 puisque James est l'artiste qui a créé les « *twerking bears* ».



Sati Karagöz

Des livres à emmener à la plage cet été!

J'ai récemment découvert « À la plage », une collection des Éditions Dunod qui compte maintenant quatorze titres avec les six nouveaux titres sortis en juin dernier. Les curieux et les curieuses qui souhaitent profiter de l'été pour aller à la rencontre de grandes idées et de grands esprits qui ont marqué l'humanité seront merveilleusement bien servis avec cette belle collection. Chaque livre propose d'abord une mini-biographie comme mise en bouche pour vous mettre en appétit et aiguïser votre curiosité avant de vous laisser embarquer dans une belle exploration.

J'ai lu *Shakespeare à la plage, être ou ne pas être* d'Eddy Chevalier. Au fil de ma lecture, c'est avec grand plaisir que j'ai redécouvert Shakespeare, son œuvre si riche

aux personnages si foisonnants. Il n'y a rien de surprenant à ce que Shakespeare demeure aujourd'hui le dramaturge aux œuvres les plus lues et les plus jouées au monde. De tout temps, il a fait l'objet de nombreuses controverses, mais cela n'a en rien empêché ses œuvres de traverser les siècles sans prendre une ride.

Nombreuses sont les grandes femmes qui ont marqué l'humanité. Et à ce titre, je souhaiterais que cette collection s'enrichisse de livres consacrés à ces illustres femmes.

Laissez-vous tenter par l'un des livres de cette collection dont vous pourrez vous délecter allongé sur un transat en sirotant un bon cocktail à la plage !



Mine Çerçi

Le théâtre face à la crise de la Covid-19 : interview de Frode Gjerlow — 3

L'incertitude dans le monde du théâtre en Turquie se poursuit malgré le déconfinement. L'État reste muet devant les revendications des théâtres qui ont besoin d'aide financière. Voici la troisième partie de notre interview avec Frode Gjerlow avec qui j'ai évoqué la pandémie et son effet sur la vie professionnelle des artistes. Frode Gjerlow est comédien, auteur, metteur en scène et réalisateur d'origine norvégienne. Il vit et travaille en Grande-Bretagne ainsi qu'en Norvège. Il a répondu à mes questions par rapport aux actions qu'il a prises face à la pandémie.



Comment avez-vous réagi face à la pandémie en tant qu'artiste de théâtre?

Je parlais avec un collègue qui a une compagnie de théâtre dont le directeur artistique voulait construire une scène dans leur office et y mettre en scène des monologues avec des célébrités locales. Mais sur Facebook il n'y a pas beaucoup de spectateurs qui suivent cette compagnie de théâtre. De plus, ils n'avaient pas un large public avant la pandémie. Donc, pourquoi essayer de construire maintenant une nouvelle plate-forme à partir de rien, et en état d'urgence ? Ça aurait pu avoir du sens s'ils l'avaient créée avant l'arrivée de la crise. C'est étrange, mais je comprends ces moments de désespoir, ces moments où l'on veut absolument faire quelque chose. Néanmoins, on prend parfois des décisions précipitées et cela peut entraîner une mauvaise publicité pour les comédiens, les auteurs, les gens qui travaillent dans le théâtre. La nature de notre art est faite pour être vi-

vante, notre art est fait pour la vie réelle et non pas pour être en ligne.

J'ai écrit un article sur ce sujet. Il a été publié sur un site internet qui est une sorte de plate-forme de discussions reconnue pour les arts et surtout pour le théâtre en Norvège. Dans cet article, j'explique qu'on doit coller à ce que nous savons déjà faire et continuer à travailler dans le domaine où l'on est le meilleur. On ne doit pas se retrouver en concurrence avec Netflix ou d'autres plates-formes de divertissement en ligne, car ils ont des budgets qui s'élèvent à des millions de dollars afin d'impressionner les spectateurs sur écran. Nous n'avons ni ce budget ni l'expérience pour une production de télé. Par contre, on sait comment faire du théâtre ! Donc, pourquoi ne pas se réunir et réfléchir d'une manière créative sur la façon dont on peut continuer à faire du théâtre vivant au lieu d'essayer d'apprendre à utiliser des applications ou les réseaux sociaux ?

« À la recherche de la liberté »

Exposition de groupe avec Nicola Barth, Bedri Baykam, Eric Decastro, Anna Goshin, Hendoc, Marc Lachaize, Thomas B.Lichtenbergh, Sali Musliu, Justine Otto, Manfred Peckl, Achim Ripperger, Katja von Ruville, Max Pressneil, Klaus Prior, Erdo Sam, Marius Seidlitz, Marcus Sendlinger, Sador Weinschlucker

1^{er} – 30 août 2020, Galerie de la ville

Il est considéré comme notre plus grand atout : la liberté. Mais que signifie réellement la liberté ? Le concept qui sous-tend la compréhension d'aujourd'hui a été développé au Siècle des Lumières. Mais le concept de liberté est soumis à un changement constant. Il y a quelques mois, nous vivions dans le monde occidental aussi librement que jamais auparavant dans l'histoire. Mais nous avons tous remarqué à quelle vitesse notre liberté peut être restreinte. La recherche de la liberté dans l'art - que ce soit la liberté individuelle ou sociale - est une idée qui anime les artistes depuis des siècles. Dans l'exposition « À la recherche de la liberté », Eric Decastro et Jasmin Schülke ont sélectionné les

œuvres de 17 artistes qui traitent de ce sujet. Eric Decastro est directeur de la galerie ART / OF / et artiste. Jasmin Schülke est conservateur et historien de l'art.

